

Programme
des Nations Unies
pour le Développement



Ministère du Développement Rural

DAPS

Etudes sur les conditions de vie des ménages ruraux (ECVR)

ZONE VI

**PROFIL DE LA PAUVRETE RURALE
ET CARACTERISTIQUES
SOCIO-ECONOMIQUES
DES MENAGES RURAUX
DE LA ZONE DES TERRES DE BARRE**

Fevrier 1996

République du Bénin

AVANT-PROPOS

Ce document a été rédigé en version préliminaire par Monsieur Frédéric Biaou puis finalisé par Messieurs Sylvain Larivière, Frédéric Martin et Ambroise Agbota Consultants PNUD et Raphaël Dansou de la DAPS/MDR sous la supervision de Messieurs Gilbert Aho et Djibrina Barry de l'Unité Economique du PNUD. Le traitement informatique des données a été effectué par Monsieur Félix Sessou Consultant national en Informatique du PNUD.

S'inscrivant dans le cadre des activités de l'observatoire sur les ménages ruraux, le présent document est le fruit des réflexions et concertations régulières et périodiques de nombreux cadres des directions techniques et des directions de la programmation, du suivi et de l'évaluation (DPSE) des six CARDER du Ministère du Développement Rural (MDR), des cadres de la cellule technique de la Dimension Sociale du Développement (DSD) et de l'INSAE du Ministère du Plan et de la Restructuration Economique(MPRE), de la Direction de la Promotion de l'Emploi (DPE), des consultants internationaux et nationaux avec le soutien technique et financier du PNUD et de l'UNICEF.

Ont participé à ces séances de travail, de revue mi-parcours et d'analyse des résultats de chacun des quatre passages :

- Messieurs les auteurs de ce document;

- Messieurs André Ganmavo, Yves Ajavon, Nazaire Ehoumi, Etienne Akpamoli, Emmanuel Foudah et Sossou Biadja Grégoire de la DAPS/MDR; Messieurs Pierre Basso et Bio Sourokou du CARDER Atacora; Messieurs Claude Adamazè, Toussaint Agbodémakou et Mesdames Omalara Adjadji et Lawani Alice du CARDER Atlantique; Messieurs Antonin Alavo et Bio Tabé du CARDER Borgou; Monsieur Donatien Zola du CARDER Mono; Messieurs Salomon Jekinnou et Sèïdi Sahabi du CARDER Ouémé; Messieurs Bonaventure Kouakanou et Hilaire Kotomalè du CARDER Zou; Messieurs Sylvestre Djogbénou de la DAGRI, Ibouaïma Tiamiyou de la DANA et cyprien Sonon de l'ONASA;

- Mesdames Eléonore Soglo et Ramatou Osséni, Messieurs Christophe Migan et Isidore Houngbédji de la DPE/MTEAS;

- Messieurs Martin Gibril, Moussiliou Moustapha, Martin Laourou de l'INSAE; Messieurs Boukary et Ahyi de la DSD/MPRE;

- Messieurs Karim Andélé, Mohamed Cissé, Andrée Cossi et Souleymane Diallo de l'UNICEF.

Les auteurs tiennent à remercier Madame Anne Floquet et Messieurs Roch Mongbo, Michel Ahohounkpanzon, Maurice Bankolé et Guillaume Hounsou-vè pour leurs commentaires et apports qui ont permis d'améliorer le contenu du document. Les remerciements vont également vers les nombreux enquêteurs et contrôleurs, le personnel du projet BEN/87/023 "Planification macro-économique, sectorielle et régionale " du PNUD et tous les membres des nombreux ménages ruraux qui se sont prêtés à l'investigation.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	i
INTRODUCTION	1
 I. DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DE LA ZONE	 3
1.1 Délimitations.	3
1.2 Caractéristiques démographiques	3
1.3. Caractéristiques agro-écologiques	3
1.4. Infrastructures socio-économiques des villages de la zone	4
1.5. Organisations paysannes	5
 II. INCIDENCE ET PROFONDEUR DE LA PAUVRETE	 7
2.1. Evolution des seuils de pauvreté rurale	7
2.2. Indicateurs de la pauvreté rurale.	8
2.2.1. Choix conceptuels et méthodologiques de base	8
2.2.2. Incidence de la pauvreté alimentaire.	10
2.2.3. Incidence de la pauvreté globale	11
2.2.4. Ratio de déficit des dépenses	12
2.2.5. Coefficient de contribution	12
2.2.6. Pauvreté conjoncturelle et structurelle	13
 III. CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DES MENAGES RURAUX	 14
3.1. Caractéristiques démographiques des ménages ruraux	14
3.2. Emplois des ménages ruraux	15
3.3. Revenus des ménages ruraux par source.	19
3.4. Dépenses globales des ménages ruraux	21
3.5. Dépenses alimentaires des ménages ruraux	23
3.6. Dépenses non alimentaires des ménages ruraux	28
3.7. Etat nutritionnel et sanitaire et accès aux soins de santé des ménages ruraux	30
3.7.1. Etat nutritionnel des enfants de moins de 5 ans selon la classification de Waterlow	30

3.7.2. Quelques indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans	34
3.7.3. Utilisation des services socio-sanitaires	35
3.8. Niveau et accès à l'éducation des ménages ruraux	36
3.9. Patrimoine des ménages ruraux	40
IV. PROBLEMES DES MENAGES RURAUX ET SOLUTIONS ADOPTEES	44
4.1 Difficultés des chefs de ménages-hommes et des femmes en milieu rural . . .	44
4.2 Difficultés des ménages ruraux pauvres et non pauvres	45
4.3 Causes des principales difficultés et solutions adoptées par les ménages pauvres et non pauvres	47
V. PRESENTATION DES RESULTATS D'UNE ENQUETE D'OPINION AUPRES DES MENAGES RURAUX SUR L'IMPACT DE LA DEVALUATION DU F.CFA	52
5.1. L'évolution des prix sur les marchés ruraux	52
5.2. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la consommation alimentaire des ménages ruraux	53
5.3. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la consommation non-alimentaire des ménages ruraux	53
5.4. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la production vivrière des ménages ruraux	54
5.5. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la production des cultures de rente des ménages ruraux	54
5.6. Impact de la dévaluation du F.CFA sur les activités de transformation agro-alimentaire des ménages ruraux	55
5.7. Impact de la dévaluation du F.CFA sur les activités de commerce des ménages ruraux	56
5.8. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la solidarité communautaire des ménages ruraux	56

VI.	ORIENTATIONS POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE RURALE	57
6.1.	Principes directeurs	57
6.2.	Premier domaine d'intervention: l'augmentation des revenus des ménages ruraux.	57
6.3.	Deuxième domaine d'intervention: l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux	62
6.4.	Troisième domaine d'intervention: Améliorer le cadre politique, administratif et social de la vie rurale	65
6.5.	Quatrième domaine d'intervention: la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural	67

LISTE DES TABLEAUX

	Pages
Tableau 1.1 a Infrastructures socio-économiques des villages de la zone des terres de barre	5
Tableau 1.1 b Infrastructures socio-économiques des villages de la zone des terres de barre	5
Tableau 1.2 Organisations paysannes de la zone des terres de barre	6
Tableau 2.1 Evolution des seuils de pauvreté rural de la zone des terres de barre	7
Tableau 2.2 Répartition des ménages ruraux de la zone des terres de barre en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté alimentaire	10
Tableau 2.3 Répartition des ménages ruraux de la zone des terres de barre en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté globale	11
Tableau 2.4 Evolution du ratio de déficit des dépenses par trimestre selon le SPG	12
Tableau 2.5 Pauvreté, poids démographique et coefficient annuel moyen de contribution de la zone à la pauvreté rurale nationale	13
Tableau 2.6 Montant des ressources nécessaires pour éliminer la pauvreté rurale dans la zone des terres de barre par passage	13
Tableau 2.7 Répartition des ménages ruraux selon le nombre de passages où ils sont pauvres dans la zone des terres de barre	13
Tableau 3.1a Quelques indicateurs démographiques des ménages de la zone des terres de barre	15
Tableau 3.1 b Indicateurs de dépendance des ménages de la zone des terres de barre	15
Tableau 3.2 Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural de la zone des terres de barre	16
Tableau 3.3 Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural non pauvre de la zone des terres de barre	18
Tableau 3.4 Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural pauvre de la zone des terres de barre	18
Tableau 3.5 Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage de la zone des terres de barre	19
Tableau 3.6 Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage non pauvre de la zone des terres de barre	19

Tableau 3.7	Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage pauvre de la zone des terres de barre	20
Tableau 3.8	Niveau et composition des dépenses globales par membre du ménage rural de la zone des terres de barre	22
Tableau 3.9	Niveau et composition des dépenses globales par membre du ménage rural non pauvre de la zone des terres de barre	22
Tableau 3.10	Niveau et composition des dépenses globales par membre du ménage rural pauvre de la zone des terres de barre	23
Tableau 3.11	Composition de dépenses alimentaires par membre du ménage rural de la zone des terres de barre	24
Tableau 3.12	Composition de dépenses alimentaires par membre du ménage rural non pauvre de la zone des terres de barre	25
Tableau 3.13	Composition de dépenses alimentaires par membre du ménage rural pauvre de la zone des terres de barre	25
Tableau 3.14	Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural de la zone des terres de barre	26
Tableau 3.15	Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural non pauvre de la zone des terres de barre	26
Tableau 3.16	Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural pauvre de la zone des terres de barre	27
Tableau 3.17	Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres du ménage rural de la zone des terres de barre	28
Tableau 3.18	Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres du ménage rural non pauvre de la zone des terres de barre	28
Tableau 3.19	Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres du ménage rural pauvre de la zone des terres de barre	28
Tableau 3.20	Composition des dépenses non alimentaires par membre du ménage rural de la zone des terres de barre	29
Tableau 3.21	Composition des dépenses non alimentaires par membre du ménage rural non pauvre de la zone des terres de barre	30
Tableau 3.22	Composition des dépenses non alimentaires par membre du ménage rural pauvre de la zone des terres de barre	30
Tableau 3.23	Evolution de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans de la zone des terres de barre selon la classification de Waterlow	31

Tableau 3.24	Etat nutritionnel des enfants de moins de 5 ans de la zone des terres de barre selon le sexe au cours des deux derniers passages	32
Tableau 3.25	Etat nutritionnel des enfants de la zone des terres de barre selon les catégories socio-économiques	33
Tableau 3.26	Evolution des indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans de la zone des terres de barre	34
Tableau 3.27	Indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans de la zone des terres de barre selon le sexe au cours des deux derniers passages	34
Tableau 3.28	Utilisation de certaines pratiques sanitaires auprès des enfants de la zone des terres de barre au cours des deux derniers passages	35
Tableau 3.29	Recours aux soins de santé des membres de ménages selon les différentes catégories socio-économiques de la zone des terres de barre	36
Tableau 3.30	Niveau d'éducation des membres des ménages de la zone des terres de barre dans différentes catégories socio-économiques	37
Tableau 3.31	Niveau d'éducation des membres des ménages de la zone des terres de barre selon le sexe des membres	38
Tableau 3.32	Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages de la zone des terres de barre selon le sexe de l'enfant	39
Tableau 3.33	Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages de la zone des terres de barre selon le sexe de l'enfant	39
Tableau 3.34	Raisons de non scolarisation des enfants des ménages de la zone des terres de barre selon le sexe	40
Tableau 3.35	Nombre moyen et pourcentage des maisons selon le type et la catégorie socio-économique des ménages	41
Tableau 3.36	Nombre moyen des installations fixes selon le type et la catégorie socio-économique des ménages	41
Tableau 3.37	Nombre moyen par type d'équipement agricole possédé par le ménage rural de la zone des terres de barre	42
Tableau 3.38	Nombre moyen par type d'équipement ménager possédé par le ménage rural de la zone des terres de barre	42
Tableau 3.39	Nombre moyen par espèce d'animaux possédé par le ménage rural de la zone des terres de barre	43
Tableau 4.1	Principales difficultés citées par les chefs de ménages hommes	45
Tableau 4.2	Principales difficultés citées par les femmes	45

Tableau 4.3	Principales difficultés citées par les ménages non pauvres	46
Tableau 4.4	Principales difficultés citées par les ménages pauvres	46
Tableau 4.5	Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux pauvres	47
Tableau 4.6	Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux non pauvres	48
Tableau 5.1	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la consommation de produits alimentaires par les ménages ruraux de la zone	53
Tableau 5.2	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la consommation de produits non alimentaires par les ménages ruraux de la zone	53
Tableau 5.3	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des cultures vivrières par les ménages ruraux de la zone des terres de barre	54
Tableau 5.4	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la production des cultures vivrières par les ménages ruraux de la zone des terres de barre	54
Tableau 5.5	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des cultures de rente par les ménages ruraux de la zone des terres de barre	55
Tableau 5.6	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la production des cultures de rente par les ménages ruraux de la zone des terres de barre	55
Tableau 5.7	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des activités de transformation agro-alimentaire par les ménages ruraux de la zone cotonnière du Centre Bénin	55
Tableau 5.8	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des activités de commerce par les ménages ruraux de la zone des terres de barre	56
Tableau 5.9	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la solidarité communautaire des ménages ruraux de la zone des terres de barre	56

LISTE DES GRAPHIQUES ET FIGURES

Graphique 2.1	Evolution des seuils trimestriels de pauvreté alimentaire et non alimentaire au niveau de la zone des terres de barre	8
Graphique 2.2	Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité alimentaires rurales par trimestre dans la zone des terres de barre	10
Graphique 2.3	Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité globales rurales par trimestre dans la zone des terres de barre	12

Graphique 3.1 Répartition du temps moyen de travail des ménages de la zone des terres de barre selon les différentes activités	17
Graphique 3.2 Evolution du temps moyen de travail par équivalent-adulte des ménages de la zone des terres de barre selon les catégories socio-économiques	18
Graphique 3.3 Source des revenus des ménages ruraux non pauvres de la zone des terres de barre	20
Graphique 3.4 Source des revenus des ménages ruraux pauvres de la zone des terres de barre	20
Graphique 3.5 Evolution du niveau des revenus trimestriels des ménages ruraux de la zone des terres de barre	21
Graphique 3.6 Structure des dépenses de consommation selon les catégories de ménages ruraux de la zone des terres de barre	22
Graphique 3.7 Evolution des dépenses de consommation alimentaires et non alimentaires des ménages ruraux de la zone des terres de barre	23
Graphique 3.8 Structure des dépenses de consommation alimentaire selon la catégorie socio-économique des ménages ruraux de la zone des terres de barre	24
Graphique 3.9 Structure des dépenses de consommation non alimentaire selon la catégorie socio-économique des ménages ruraux de la zone des terres de barre	29
Graphique 3.10 Répartition des enfants de moins de 5 ans selon leur état nutritionnel au niveau de la zone des terres de barre	31
Graphique 3.11 Evolution du pourcentage des enfants de moins de 5 ans émaciés au niveau de la zone des terres de barre	32
Graphique 3.12 Recours aux soins de santé des membres des ménages ruraux selon les catégories socio-économiques au niveau de la zone des terres de barre	36
Graphique 3.13 Répartition des membres des ménages ruraux de la zone des terres de barre selon leur niveau d'éducation	37
Graphique 3.14 Niveau d'éducation des membres des ménages ruraux de la zone des terres de barre selon le sexe	38
Graphique 3.15 Taux de scolarisation des enfants de la zone des terres de barre selon les catégories socio-économiques des ménages ruraux	39
Graphique 3.16 Raisons de non scolarisation des enfants de la zone des terres de barre	40
Graphique 5.1 Evolution des prix des principaux produits alimentaires consommés dans la zone des terres de barre	52

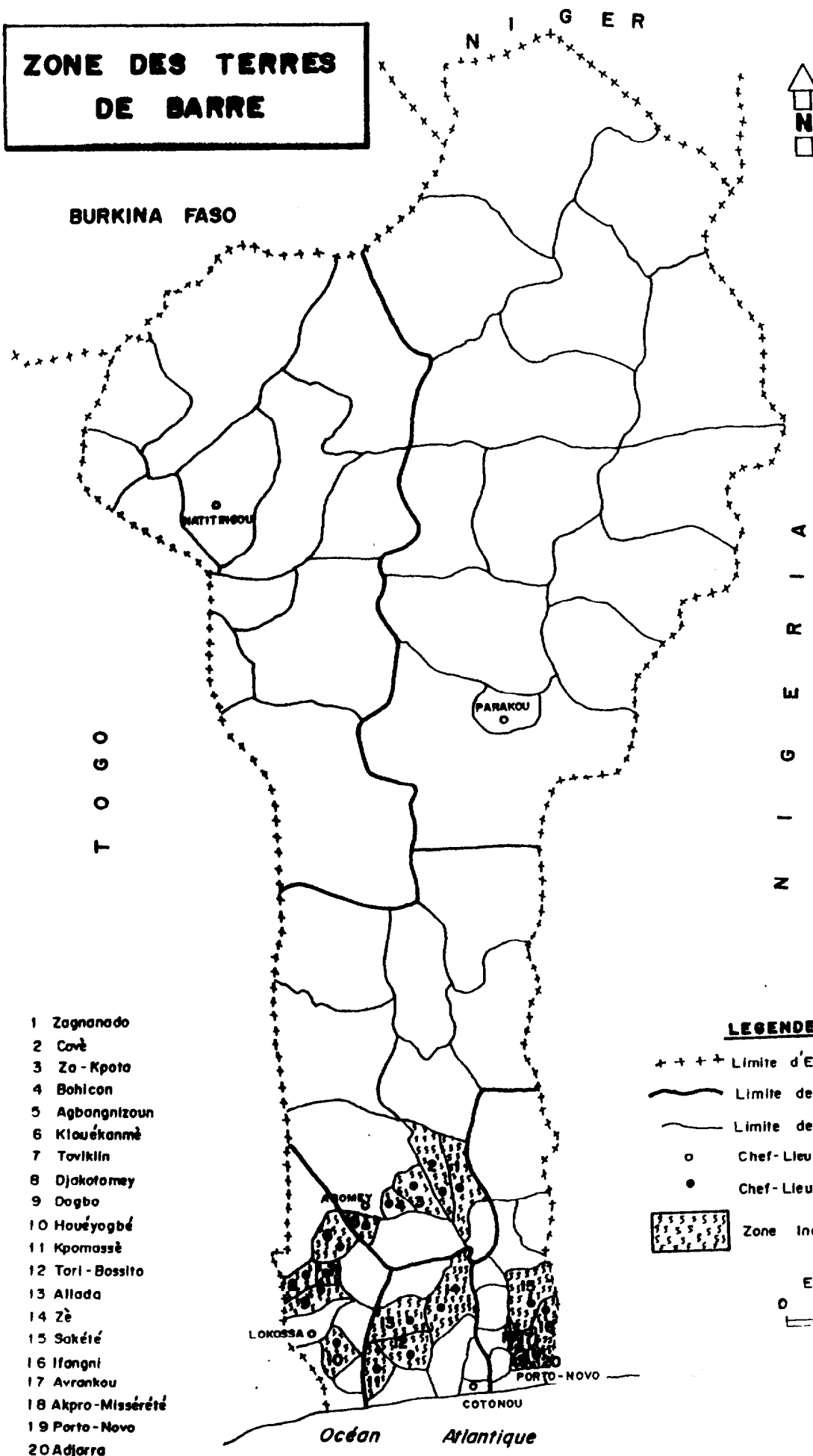
Figure 6.1	Cube d'orientation stratégique pour l'amélioration des conditions de vie et de lutte contre la pauvreté rurale	58
Figure 6.2	Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'augmentation des revenus des ménages ruraux	62
Figure 6.3	Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux	65
Figure 6.4	Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration du cadre politique, administratif et social de la vie rurale	67
Figure 6.5	Positionnement des mesures proposées dans le domaine de la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural	68

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

APV:	Agent Polyvalent de vulgarisation (ex AVA: Agent de Vulgarisation Agricole)
CARDER:	Centre d'Action Régionale pour le Développement Rural
CCS:	Centre Communal de Santé
CLCAM:	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuelle
DANA:	Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée
DSA:	Dimensions Sociales de l'Ajustement
DTC3:	Troisième dose du vaccin contre la Diphtérie, le Tétanos et la Coqueluche
EBC:	Enquête Budget Consommation
ECVR:	Enquête sur les Conditions de Vie des ménages Ruraux
EPPR:	Etude sur les Perceptions de la Pauvreté en milieu Rural
FAO:	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
IEC:	Information, Education et Communication
INSAE:	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
MDR:	Ministère du Développement Rural
ONG:	Organisation Non Gouvernementale
PAM:	Programme Alimentaire Mondial
PDRI:	Projet de Développement Rural Intégré
PNUD:	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPSA:	Projet Pilote de Sécurité Alimentaire
SIBC:	Système d'Information à Base Communautaire
SNV:	Service Néerlandais des Volontaires
SPA:	Seuil de Pauvreté Alimentaire
SPG:	Seuil de Pauvreté Global
SPNA:	Seuil de Pauvreté Non Alimentaire

TRO:	Thérapie de Réhydratation Orale
UNICEF:	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UVS:	Unité Villageoise de Santé
VAR:	Vaccin Anti Rougeoleux

ZONE DES TERRES DE BARRE



INTRODUCTION

En parallèle à la mise en oeuvre des programmes d'ajustement structurel, le gouvernement béninois et les agences d'aide ont accordé une attention particulière à la lutte contre la pauvreté. L'approche Dimensions Sociales de l'Ajustement (DSA) a été initiée conjointement en 1988 par la Banque Mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la Banque Africaine de Développement avec le soutien de nombreux organismes bilatéraux de coopération.

Un des problèmes auxquels ils font face pour définir leurs interventions est le manque de connaissances sur les conditions de vie en milieu rural. La Banque mondiale a publié un rapport sur la pauvreté en 1994 qui constitue une très bonne étude documentaire basée sur les données existantes complétées par une enquête qualitative. La seule enquête en profondeur sur les conditions de vie est l'enquête budget-consommation (EBC) menée par l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique en 1986/87, ce qui fait déjà dix (10) ans. Il y avait donc un besoin pour une enquête nationale actuelle sur les conditions de vie en milieu rural et la pauvreté rurale, d'autant plus que la dévaluation du F.CFA de janvier 1994 a certainement modifié les conditions de vie des ménages.

Le PNUD et le Ministère du Développement Rural (MDR) dans le cadre de la mise en place d'un **observatoire sur les ménages ruraux** ont d'abord réalisé une étude qualitative sur les perceptions des dimensions de la pauvreté, du bien-être et de la richesse en milieu rural (EPPR) en 1993/94 afin d'orienter l'étude sur les conditions de vie en milieu rural (ECVR) menée en 1994/95 avec la collaboration de l'UNICEF en ce qui concerne les volets nutritionnel et sanitaire.

Les **objectifs** de l'étude sur les conditions de vie en milieu rural étaient les suivants:

- 1) fournir une vision actuelle des conditions de vie en milieu rural dans tout le pays;
- 2) établir un profil de la pauvreté en milieu rural;
- 3) proposer des mesures d'amélioration des conditions de vie en milieu rural.

Ces objectifs devaient être atteints avec un minimum d'argent et de temps. On a donc privilégié des enquêtes les plus légères possibles tout en respectant les procédures statistiques habituelles. L'ECVR a suivi le zonage agro-écologique du MDR pour tenir compte de la diversité des situations des ménages ruraux et mener des analyses sur des ensembles géographiques relativement homogènes.

Ce document présente la synthèse des résultats de l'étude sur les conditions de vie des ménages ruraux dans la **ZONE DES TERRES DE BARRE**. Le document est divisé en six grandes parties.

La première partie fait une présentation générale des caractéristiques démographiques, agro-écologiques et des infrastructures socio-sanitaires de la zone.

La deuxième partie analyse l'incidence et la profondeur de la pauvreté en milieu rural. Elle présente l'évolution des seuils de pauvreté alimentaire et non-alimentaire au cours de l'année et analyse l'impact des changements saisonniers de prix sur la prévalence de la pauvreté dans la zone.

La troisième partie est la plus substantielle dans la mesure où elle présente les caractéristiques socio-économiques des ménages ruraux. Une analyse détaillée par catégorie de ménages pauvres et non-pauvres est présentée comparant les caractéristiques démographiques, le temps de travail par type d'activité économique, les sources et le niveau des revenus, le niveau et la structure des dépenses de consommation alimentaire et non-alimentaire par type de produit, l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans, le degré d'utilisation des services socio-sanitaires, le niveau d'éducation, la fréquentation scolaire et le patrimoine des ménages.

La quatrième partie du rapport présente une analyse des principaux problèmes rencontrés par les ménages ruraux dans l'exercice de leurs activités économiques. Elle compare les ménages appartenant à différentes catégories socio-économiques (Chef de ménage homme, femme, pauvre et non-pauvre). L'analyse identifie les principales causes de ces difficultés et les solutions qu'ont adoptées les ménages pour remédier à ces problèmes.

La cinquième partie aborde les impacts spécifiques de la dévaluation du FCFA sur le comportement des ménages ruraux et analyse les effets de cette mesure sur leurs activités économiques et la solidarité communautaire.

La dernière partie du rapport formule des orientations pour l'amélioration des conditions de vie et la lutte contre la pauvreté rurale dans la zone. Cette partie discute dans un premier temps des principes directeurs qui doivent soutenir les actions pour qu'elles soient efficaces et durables. Les autres sections sont consacrées aux divers domaines d'interventions qui pourraient améliorer les conditions de vie des ménages ruraux tout en mettant l'accent sur les actions spécifiques à mener en direction des ménages défavorisés.

Un document synthèse a également été rédigé au niveau national. Il complète celui-ci dans la mesure où il permet de comparer les zones les unes par rapport aux autres.

La méthodologie détaillée de l'étude et de l'analyse des données fait l'objet d'un document séparé. On y retrouve tous les éléments concernant les questionnaires d'enquête, la méthode ayant permis le calcul des seuils de pauvreté de même que le plan d'analyse détaillé des données des enquêtes ménages et prix.

L DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DE LA ZONE

1.1. Délimitations

La zone 6 est désignée sous le nom de la "Zone des Terres de Barre" de par les caractéristiques de ces sols. Localisée dans la partie méridionale du Bénin, la zone des terres de barre comprend les sous-préfectures d'Abomey-Calavi, Allada, Kpomassè, Tori-Bossito, Zè dans le département de l'Atlantique, de Djakotomey, Dogbo, Klouékanmè, Houeyogbé, Toviklin dans le département du Mono, d'Adjarra, Akpro-Missérété, Avrankou, Ifangni, Porto-Novo, Sakété dans le département de l'Ouémé, d'Abomey, Agbangnizoun, Bohicon, Covè, Za-kpota et Zagnanado dans le département du Zou (voir carte de la page suivante).

S'étendant sur une superficie de 6373 km², la zone des terres de barre est composée d'une transversale Nord-Est/Sud-Ouest interrompue par la zone de la dépression en cul de sac à la frontière Atlantique-Zou, et du côté Est d'un petit bloc allongé du Nord au Sud séparé du premier ensemble par la zone des pêcheries. Le premier bloc renferme les sous-préfectures des départements de l'Atlantique, du Mono et du Zou alors que les Sous-préfectures couvertes par la zone des terres de barre dans le département de l'Ouémé se situent sur le deuxième bloc.

1.2 Caractéristiques démographiques

La population totale de la zone est évaluée à 1.469.437 habitants dont 80 % environ vivent en milieu rural. La densité moyenne est de 231 habitants au km². La population agricole est évaluée à 940.500 personnes et les actifs agricoles à 667.755 individus.

Elle abrite plusieurs centres urbains dont les principaux sont Abomey, Bohicon, Porto-Novo, Abomey-Calavi, Allada, Covè et Dogbo.

Les ethnies majoritaires présentes dans la zone sont les Adja et Sahouè dans la partie du Mono, les Fon et Mahi dans la partie du Zou, les Ayizo et les Tori dans l'Atlantique et, dans l'Ouémé les Tori et les Nago. En grande majorité animistes, ces ethnies ont pour activité principale l'agriculture.

1.3 Caractéristiques agro-écologiques

Dans la zone des terres de barre, il y a deux saisons de pluie avec une hauteur annuelle comprise entre 800 et 1200 mm dans sa partie Ouest et entre 1000 et 1400 mm dans sa partie Est. La période de croissance végétative varie entre 80 et 100 jours.

L'humidité relative est très variable avec un minimum et un maximum respectivement de l'ordre de 55 à 95 %. Les températures moyennes varient peu au cours de l'année entre 29,7 °C en Février et 25,3°C en Août.

Les sols sont de type ferralitique argilo-sableux fortement dégradé mais très bien drainé et à faible capacité de rétention. Profonds et faciles à travailler, ils conviennent à toutes les cultures annuelles et font l'objet d'une très forte pression démographique. La culture intensive avec un apport minimum d'engrais est prépondérante. La végétation est dominée par le palmier à huile (*Elaeis guineensis*) et des graminées mais compte également quelques reliques de forêts galeries ou « forêts fétiches ». La zone est pauvre sur le plan hydrographique. La nappe phréatique y est très profonde.

Le système de cultures est caractérisée par :

- la pratique de deux (2) saisons culturales annuelles liées au régime des pluies,
- l'association palmier à huile et cultures annuelles,
- la pratique de la jachère palmier,
- la prépondérance de la culture de maïs qui se retrouve toujours en tête de rotation,
- le remplacement progressif du maïs par des cultures moins exigeantes (manioc, niébé et surtout arachide) au fur et à mesure de l'appauvrissement des sols,
- la culture du coton dans la partie septentrionale de la zone,
- le développement de cultures maraîchères et fruitières de plein champ (tomate, ananas, etc).

La durée de culture sous-palmier varie de 8 à 15 ans de même que celle de la jachère. Pour les cultures non associées au palmier, la durée de culture varie de 4 à 8 ans et celle de la jachère de 3 à 10 ans. Le travail du sol est manuel et consiste en un défrichage et débroussaillage sans labour, sauf dans la partie Zou et quelques Sous-préfectures de l'Ouémé où se pratique le billonnage.

Le calendrier agricole est le même pour toute la zone et se présente comme suit :

- pour les cultures vivrières sauf la tomate, une première saison qui s'étend de Mars à Août et une deuxième saison d'Août à Décembre. Les périodes optimales de semis sont mi-Mars à mi-Avril pour la première saison et la première quinzaine de Septembre pour la deuxième saison ;
- pour la tomate, le calendrier agricole s'étend de Janvier à Mai ;
- pour le coton, le cycle végétatif est compris entre la mi-Juin et la mi-Décembre. La commercialisation intervient après cette période et peut durer trois à quatre mois.

Toutefois, on observe de plus en plus des perturbations dans le régime des pluies qui induisent des changements au niveau des cycles culturaux. De plus, le développement des parasites (sur le niébé notamment) et d'adventices (*Striga* sp.) s'ajoute aux contraintes de fertilité pour introduire de sévères limitations dans les choix de cultures.

Dans de nombreuses localités de la zone des terres de barre, la production agricole ne constitue plus la source principale des revenus: le revenus du commerce, des transformations agro-alimentaires, de la collecte de bois et autres produits des jachères, du manoeuvrage et des petits métiers en zone péri-urbaine prennent le pas sur ceux des cultures saisonnières et pérennes.

1.4 Infrastructures socio-économiques des villages

Sur les 29 villages de l'échantillon, 27 disposent d'une école primaire soit une couverture de 90%. Au niveau sanitaire, 4 et 5 villages sur 29 disposent respectivement de dispensaires et de maternités, mais 20 autres villages ont accès à ces formations sanitaires dans un rayon de 5 km. Quoique l'enquête n'ait pratiquement pas identifié de dépôt pharmaceutique dans la zone, on en dénombre un certain nombre dans la réalité.

Malgré que 80 % environ des villages disposent d'un point d'eau on est encore en deçà de la norme d'un point d'eau pour 300 habitants. Chaque village possède en moyenne une

boutique. Par contre, on ne dénombre qu'une banque de céréale pour 15 villages et un magasin pour dix (10) villages.

Il y a cinq (5) marchés pour les 29 villages de l'échantillon c'est-à-dire seulement 17 % des villages ont un marché. En comptant les points de collecte primaire comme marchés, le nombre de marchés serait de l'ordre de 20. Enfin, les villages sont accessibles en permanence à vélo et 77 % d'entre eux en camion.

Tableau 1.1a
Infrastructures socio-économiques des villages de la zone des terres de barre

Infrastructures socio-économiques	Nombre recensé	Nombre moyen par village
Ecoles primaires	27	0,9
Dispensaires	4	0,1
Maternités	5	0,2
Unités villageoises de santé fonctionnelles	-	-
Cabinets médicaux	6	0,2
Dépôts pharmaceutiques	1	0,0
Fontaines et forages publics fonctionnels	24	0,8
Boutiques	28	1,0
Banques de céréales	2	0,1
Magasin de stockage d'intrants	3	0,1
Marchés	5	0,2

Source : PNUD - MDR, ECVR 1994-1995

Nombre total de villages= 29

Tableau 1.1b
Infrastructures socio-économiques des villages de la zone des terres de barre

Infrastructures socio-économiques	Nombre de villages concernés	%
Villages ayant un dispensaire dans un rayon de 5 km du village	20	0,69
Villages ayant une maternité dans un rayon de 5 Km du village	20	0,69
Villages accessibles par camion en permanence	21	0,72
Villages accessibles par camion de manière saisonnière	7	0,24
Villages non accessibles en camion	1	0,34
Villages accessibles par vélo en permanence	29	1,00
Villages accessibles par barque en permanence	3	0,10

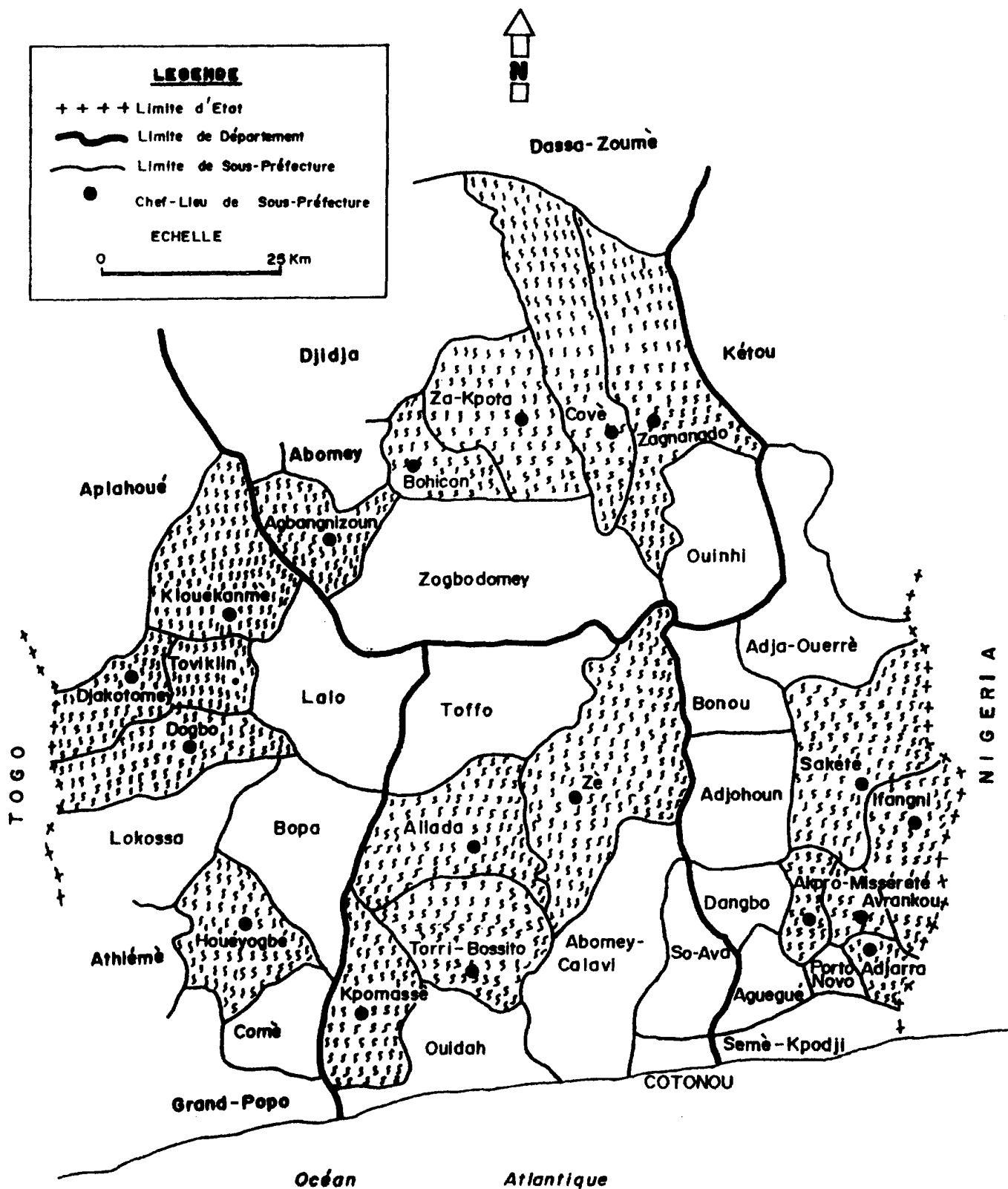
Source : PNUD - MDR, ECVR 1994-1995

Nombre total de villages= 29

1.5 Organisations paysannes

En matière d'organisation du monde paysan, on dénombre au niveau de la zone en moyenne un (1) groupement villageois pour deux (2) villages en raison de la pratique de la culture du coton dans les sous-préfectures des départements du Mono et du Zou. En effet, les activités menées par les groupements jusqu'à présent sont l'approvisionnement en intrants et la commercialisation du coton. La création de ce type de groupement est donc liée à la culture du coton.

ZONE DES TERRES DE BARRE



Un groupement à vocation coopérative est dénombré pour deux (2) villages. La majorité de ces groupements est présente dans les départements de l'Atlantique et de l'Ouémé où la production vivrière est dominante. Les groupements à vocation coopérative sont des structures de production recommandées pour accéder aux crédits sur les cultures vivrières. En effet, l'Etat ne contrôlant pas la commercialisation des produits vivriers, ces groupements constituent une caution solidaire sûre pour garantir le remboursement des crédits.

Il a été recensé 26 groupements de jeunes et 29 groupements de femmes dans l'ensemble des villages enquêtés. On dénombre également d'autres organisations comme :

- les groupes de tontine ou AREC (Association Rotative d'Epargne et de Crédit) à raison de 4 en moyenne par village,
- les groupes d'entraide mutuelle à raison de deux (2) en moyenne par village.

Au total, on peut retenir que la zone des terres de barre compte un nombre important d'organisations paysannes jugées fonctionnelles. Ces organisations représentent à coup sûr un atout réel pour réaliser une mobilisation communautaire autour des actions de développement dans la zone. Il convient de remarquer que les groupements traditionnels organisés de façon autonome par les populations elles-mêmes (groupes de tontine et groupements d'entraide mutuelle) sont plus enracinés, plus répandus que les autres issus des interventions extérieures.

Tableau 1.2
Organisations paysannes de la zone des terres de barre

Type de groupement	Nombre	Nombre moyen par village
Groupements villageois fonctionnels	15	0,5
Groupements à vocation coopérative fonctionnels	15	0,5
Groupements de jeunes fonctionnels	26	0,9
Groupements de femmes fonctionnels	29	1,0
Groupes de tontines fonctionnels	109	3,8
Groupements d'entraide mutuelle fonctionnels	67	2,3

Source : PNUD - MDR, ECVR 1994-1995

Nombre total de villages= 29

II. INCIDENCE ET PROFONDEUR DE LA PAUVRETE RURALE

2.1. Evolution des seuils de pauvreté rurale

Pour l'analyse de l'ampleur et de la profondeur de la pauvreté dans la zone, trois seuils ou lignes de pauvreté ont été définis de la manière suivante :

- * **Le seuil de pauvreté alimentaire (SPA)** fait référence à la dépense minimale nécessaire à un individu ou à un ménage pour se procurer un panier de biens alimentaires qui respecte à la fois les normes nutritionnelles d'un régime alimentaire équilibré et les habitudes de consommation de la population rurale considérée ;
- * **Le seuil de pauvreté non-alimentaire (SPNA)** fait référence à la dépense minimale nécessaire pour acquérir les biens non-alimentaires et accéder aux services publics essentiels à la population ;
- * **Le seuil de pauvreté global (SPG)** est obtenu simplement en faisant la somme des seuils de pauvreté alimentaire et non-alimentaire (SPA et SPNA).

En raison des différences observées dans les habitudes de consommation alimentaire des populations et dans les niveaux des prix des produits de base, les trois types de seuils de pauvreté ont été calculés pour chacune des zones étudiées. De même, des seuils de pauvreté ont été calculés à chaque passage, soit à chaque trimestre, en raison des variations saisonnières de prix et de l'impact de la dévaluation du F.CFA. Enfin, il est à noter que ces seuils ont été calculés par équivalent adulte et non par individu.

Sur une base annuelle, les seuils de pauvreté alimentaire (SPA) et non-alimentaire (SPNA) ont été estimés respectivement à 40.600 F.CFA et 18.100 F CFA par équivalent-adulte pour donner un seuil de pauvreté globale (SPG) de 58.700 F CFA par équivalent-adulte dans la zone des terres de barre.

Tableau 2.1

Evolution des seuils de pauvreté en milieu rural de la zone des terres de barre (en FCFA)

Seuils de pauvreté	Mars-Mai 94	Juin-Août 94	Sept-Nov 94	Déc 94-Fév 95	Moyenne
Seuil de pauvreté alimentaire	38 890	37 703	44 248	41 731	40 643
Seuil de pauvreté non alimentaire	17 472	15 400	20 823	18 749	18 111
Seuil de pauvreté globale	56 362	53 103	65 071	60 480	58 754

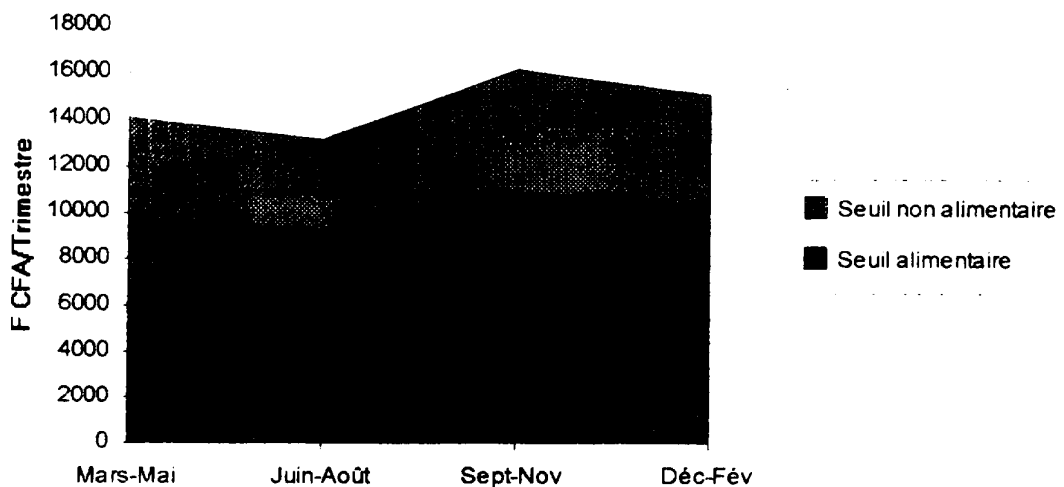
Source : PNUD - MDR, ECVR 1994-1995

Le Seuil de Pauvreté Alimentaire (SPA) a évolué au rythme des disponibilités alimentaires de la campagne. En effet, il a enregistré une première baisse après les récoltes de la première saison (Juin-Août) puis une seconde après celles de la petite saison. Les hausses sont observées au cours des soudures (Mars-Mai et Septembre-Novembre) (voir graphique 2.1). Cependant, la forte hausse de la petite soudure (Septembre-Novembre) qui, à première vue, semble anormale pourrait s'expliquer à la fois par la faible production du premier cycle et par une rétention de stock par les paysans probablement méfiants des perspectives de production de la seconde saison induisant du coup une demande plus forte que l'offre sur le marché. La hausse des salaires des fonctionnaires intervenue au cours du mois de Septembre aurait aussi jouer sur la demande des produits vivriers.

Le **Seuil de Pauvreté Non-Alimentaire (SPNA)** a aussi évolué de la même manière. Ainsi, le seuil de pauvreté non alimentaire est passé de 17.500 F CFA au premier passage à 15.400 F.CFA au cours du deuxième passage, soit une réduction de l'ordre de 12 %. Cela est imputable à la baisse des revenus observée en ce moment. Par contre, entre Septembre-Novembre, le niveau du SPNA a augmenté d'environ 15 % par rapport au seuil de pauvreté non alimentaire moyen, principalement à cause du renchérissement des coûts des articles scolaires et autres suite à la dévaluation du F CFA.

Le **Seuil de Pauvreté Globale (SPG)** a suivi l'évolution d'ensemble des deux seuils qui le composent.

Graphique 2.1 :
Evolution des seuils trimestriels de pauvreté alimentaire et non-alimentaire
au niveau de la zone des terres de barre



2.2. Indicateurs de la pauvreté rurale

2.2.1. Choix conceptuels et méthodologiques de base

2.2.1.1. Classement des ménages en catégories socio-économiques homogènes

Les ménages ont été classés en groupes socio-économiques homogènes selon un ordre décroissant de dépenses de consommation (incluant l'auto-consommation) en équivalent-adulte, pour un trimestre considéré et pour une année. Trois catégories de ménages ont été définies :

- la première catégorie, les « **non pauvres** » regroupe les ménages qui ont enregistré des dépenses moyennes supérieures à 150 % du seuil de pauvreté considéré ;
- la deuxième catégorie les « **vulnérables** » regroupe les ménages dont les dépenses réelles moyennes sont comprises entre 100 et 150 % du seuil de pauvreté considéré ;
- la troisième catégorie les « **pauvres** » regroupe les ménages dont les dépenses réelles moyennes sont inférieures au seuil de pauvreté considéré.

2.2.1.2. Indicateurs de la pauvreté¹

- **L'incidence de la pauvreté alimentaire**, c'est à dire le pourcentage de la population rurale en dessous du seuil de pauvreté alimentaire. Elle est la proportion de la population rurale qui n'arrive même pas à subvenir à ses besoins alimentaires. Il s'agit donc là d'un indicateur de pauvreté extrême.
- **L'incidence de la pauvreté globale**, c'est le pourcentage de la population rurale qui n'arrive pas à subvenir à ses besoins de base alimentaires et non-alimentaires;
- **Le ratio du déficit de dépenses**, soit le quotient de l'écart entre les dépenses moyennes des pauvres et le seuil de pauvreté sur le seuil de pauvreté en question. C'est donc un indicateur de la profondeur de la pauvreté;

¹ / Pour tenir compte à la fois de l'incidence de la pauvreté, c'est-à-dire du nombre de pauvres, mais aussi de la profondeur de la pauvreté, et de sa gravité, un indice de pauvreté a été calculé en reprenant la méthodologie proposée par Foster, Greer et Thorbecke (1984) ("A Class of Decomposable Poverty Measures" *Econometrica*). Cet indice de pauvreté P_α se calcule comme suit :

$$(1) \quad P_\alpha = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \frac{z - y_i}{z} \alpha \quad \alpha > 0$$

où z : ligne ou seuil de pauvreté (SPA ou SPG)

y_i : dépense réelle moyenne du membre du ménage i

α : coefficient reflétant différents degrés d'importance accordés à l'égard de la profondeur de la pauvreté

n : population totale (membres de tous les ménages en équivalent-adultes)

q : nombre de pauvres (membres des ménages en équivalent-adultes en dessous du seuil de pauvreté).

Si $\alpha = 0$, on ne se préoccupe que de l'incidence (H) de la pauvreté et pas de sa profondeur. L'indice P_0 est alors égal à la proportion de pauvres dans la population.

$$(2) \quad H = \frac{q}{n}$$

On calcule aussi un coefficient de contribution à la pauvreté nationale. Si la population est divisée en sous-groupes j , la contribution de chaque sous-groupe à la pauvreté nationale est mesurée par le coefficient C_j :

$$C_j = \frac{x_j P_{\alpha j}}{P_\alpha}$$

où x_j : proportion du sous-groupe j dans la population totale

$P_{\alpha j}$: indice de pauvreté du sous-groupe j

P_α : indice national de pauvreté

- **Un coefficient de contribution de chaque zone agro-écologique à la pauvreté rurale nationale.** Ce coefficient est calculé pour une zone donnée en multipliant la part de cette zone dans la population totale par le ratio de l'incidence de pauvreté dans la zone sur l'incidence nationale de pauvreté;
- **Le montant total des ressources nécessaires pour éliminer la pauvreté rurale** si le ciblage sur les pauvres était parfait. Ce montant est calculé en multipliant l'écart entre le revenu moyen des pauvres et le seuil de pauvreté par le nombre de pauvres.

2.2.2. Incidence de la pauvreté alimentaire

Selon les données moyennes annuelles, l'étude révèle que dans la zone des terres de barre, près d'un ménage sur cinq (18,6%) se trouve en dessous du seuil de pauvreté alimentaire (SPA), c'est-à-dire n'a pas satisfait ses besoins alimentaires. Cette incidence est supérieure à celle observée au niveau national (16,3 %).

En considérant le SPA, le tableau 2.2 montre que la plus forte incidence de la pauvreté au cours de l'année se manifeste entre Septembre et Novembre (30%) Cette période correspond à la petite soudure qui a enregistré le seuil de pauvreté alimentaire le plus élevé pour des raisons déjà évoquées plus haut (section 2.1). Ceci a limité l'accès aux produits vivriers (l'offre étant faible) malgré le niveau élevé du revenu en cette période comme on le verra dans la section 3.3

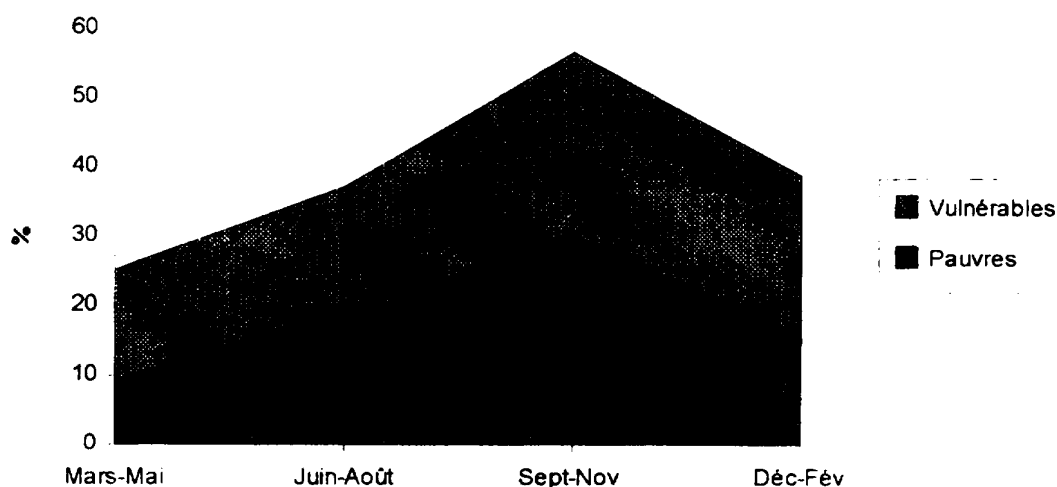
Tableau 2.2 Répartition des ménages ruraux de la zone des terres de barre en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté alimentaire

Catégories	Mars-Mai 94	Juin-Août 94	Sept-Nov 94	Déc 94-Fév 95	Moyenne
Non-pauvres	74,8	62,5	43,3	61,3	60,5
Vulnérables	15,7	18,7	26,6	22,6	20,9
Pauvres	9,4	18,7	30,1	16,1	18,6
Pays	10,5	18,1	22,9	13,6	16,3

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Graphique 2.2:

Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité alimentaires rurales par trimestre dans la zone des terres de barre



La plus faible incidence de la pauvreté alimentaire s'observe entre Mars-Mai (9%) et s'expliquerait par l'importance des disponibilités alimentaires résultant de l'effet conjugué des récoltes de la seconde saison et du déstockage des produits de la première saison. Les revenus de cette période n'étant pas trop élevé, on pourrait penser à juste titre à l'autocommation des produits vivriers. On remarquera qu'au deuxième passage, l'incidence de la pauvreté alimentaire est pratiquement le double de celle observée au premier passage (18,7% contre 9,4%). Cette importante différence malgré le faible niveau du seuil de pauvreté en ce moment par rapport au premier passage s'expliquerait essentiellement par le niveau très bas des revenus au deuxième passage. Cette faiblesse des revenus au deuxième passage considéré comme une période de récolte est liée au retard des pluies qui a fait que la soudure a plus duré que d'habitude.

2.2.3. Analyse de l'incidence de la pauvreté globale

Les données du tableau 2.3 mettent en évidence les faits saillants suivants :

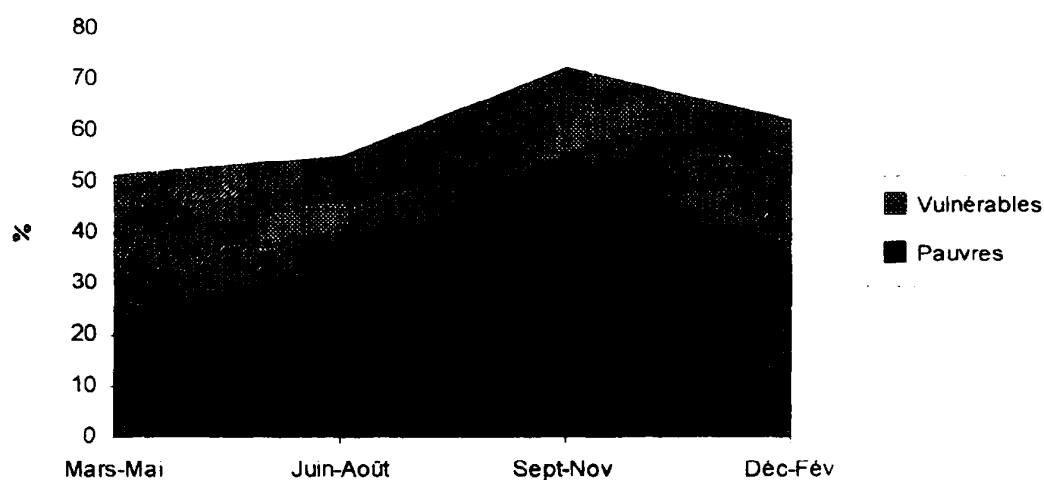
- Selon les données annuelles, l'incidence de la pauvreté globale au niveau de la zone 6 dépasse d'environ 4% celle observée au niveau national. Ainsi 37,4% des ménages ruraux de la zone contre 33,3% au niveau national, n'ont pas satisfait leurs besoins tant alimentaires que non alimentaires minima.
- Par rapport à la moyenne annuelle, la situation de la pauvreté est très critique durant trois mois sur douze (Septembre-Novembre), avec une incidence de la pauvreté de 56% contre une moyenne de 35,5% pendant les périodes post récolte et 23,1% entre Mars-Mai.
- Au cours de cette campagne la période Mars-Mai, jadis considérée comme période de soudure dans tout le sud Bénin, apparaît ainsi très favorable pour les ménages de la zone. Ceci est lié au fait que le niveau des revenus en cette période est non négligeable à cause des activités non agricoles.

Tableau 2.3 Répartition des ménages ruraux de la zone des terres de barre en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté globale

Indice Po	Mars-Mai 94	Juin-Août 94	Sept-Nov 94	Déc 94-Fév 95	Moyenne
Non-pauvres	48,6	44,5	27,3	38,0	39,6
Vulnérables	28,3	21,6	16,7	25,5	23,0
Pauvres	23,1	33,9	56,0	36,5	37,4
Pays	25,8	33,6	40,5	31,0	33,3

Source : PNUD-MDR, FCVR 1994-1995

Graphique 2.3:
Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité globales rurales
par trimestre dans la zone des terres de barre



2.2.4 Ratio du déficit des dépenses

Au niveau de la zone, 37% des ménages ruraux se trouvent en dessous du seuil de pauvreté global (SPG).

Les données du tableau 2.4 indiquent l'importance de la profondeur de cette pauvreté. L'écart moyen entre le SPG et les dépenses totales moyennes réalisées par les pauvres de la zone (au cours de l'année couverte par l'étude) atteint 32% du seuil de pauvreté global. Cet écart moyen est le plus élevé (37 %) de l'année durant le trimestre Septembre-Novembre, période au cours de laquelle l'incidence de la pauvreté globale est de 56%. Ce qui confirme le caractère très critique de la période Septembre-Novembre au cours de laquelle les pauvres sont non seulement nombreux mais très pauvres par rapport au seuil.

Tableau 2.4 : Evolution du ratio de déficit des dépenses par trimestre selon le SPG (%)

	Mars-Mai 1994	Juin-Août 1994	Sept.-Nov. 1994	Déc. 1994- Fév. 1995	Moyenne
Zone	29	33	37	29	32
Pays	25	34	34	33	31

Source: PNUD-MDR. EC'VR 1994-1995

2.2.5 Coefficient de contribution

- Pour un poids démographique de 27% de la population totale, la zone contribue pour 30% à la pauvreté rurale nationale. Cela signifie concrètement que l'on retrouve près du tiers des pauvres du Bénin dans cette zone. C'est la zone qui contribue le plus à la pauvreté nationale.

Tableau 2.5 : Pauvreté, poids démographique et coefficient annuel moyen de contribution de la zone des terres de barre à la pauvreté rurale nationale (%)

	% de pauvres selon SPG	Poids démographique	Contribution à la pauvreté nationale
Zone	37	27	30
Pays	33	100.0	100,0

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

- Par rapport au seuil et à l'importance de la pauvreté dans la zone, il faut environ 6.058 millions de F.CFA par an pour amener les dépenses des ménages pauvres au niveau du seuil de pauvreté global en considérant le coût de vie de la période d'étude. Cette zone nécessite plus du tiers des fonds nécessaires pour endiguer le phénomène de la pauvreté au niveau national.

Tableau 2.6 : Montant des ressources nécessaires pour éliminer la pauvreté rurale dans la zone des terres de barre par passage (millions de F CFA)

	Mars-Mai 94	Juin-Août 94	Sept-Nov 94	Déc94-Fév95	Montant total
Zone	772	1200	2771	1314	6058
Pays	3147	3731	6372	4210	17460

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

2.2.6 Pauvreté structurelle et conjoncturelle

Un ménage souffre d'une pauvreté structurelle s'il est pauvre sur toute l'année ou au cours de trois différents trimestres. Par contre, sa pauvreté serait conjoncturelle s'il n'est pauvre qu'au cours d'un ou deux différents trimestres.

Près de la moitié des ménages ruraux de la zone 6 sont pauvres à un ou deux passages tandis que 18,8% seulement le sont à trois ou quatre passages. Moins de huit pour cent des ménages sont pauvres durant toute l'année. Près de 36% des ménages ruraux de la zone n'ont jamais été pauvres au cours des quatre différents passages. Ces résultats reflètent **une grande vulnérabilité à la pauvreté conjoncturelle mais une pauvreté structurelle assez faible.**

Tableau 2.7 : Répartition des ménages ruraux selon le nombre de passages où ils sont pauvres dans la zone des terres de barre

	% de ménages ruraux pauvres à				
	Aucun passage	1 passage	2 passages	3 passages	4 passages
Zone	35,6	24,3	21,2	11,6	7,2
Pays	42,4	25,9	19,5	7,8	4,4

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

III. CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DES MENAGES RURAUX

Cette partie est destinée à caractériser les ménages ruraux et dans certains cas à comparer les ménages pauvres et non pauvres selon différents indicateurs socio-économiques. Il s'agit des caractéristiques démographiques, du nombre d'heures de travail (emploi), des revenus, des dépenses de consommation alimentaire et non alimentaire, de l'état nutritionnel et sanitaire, de l'accès aux soins de santé, du niveau d'éducation, de l'accès à l'éducation et des actifs du patrimoine des ménages. Les calculs sont faits en utilisant le seuil de pauvreté global et sur une base de membre du ménage en équivalent-adulte. Par ailleurs pour la plupart des indicateurs socio-économiques, les tableaux sont élaborés seulement pour les ménages pauvres et non pauvres. Pour ce fait, il faut être prudent dans la comparaison de ces deux types de tableaux avec celui relatif à l'ensemble des ménages.

3.1 Caractéristiques démographiques des ménages ruraux

Les ménages sont en forte majorité agricoles (75% contre 86% au niveau national). Ce pourcentage est quand même ainsi faible au regard de ceux observés au niveau des autres zones. La proximité des villes qui favorise d'autres activités et les problèmes d'accès à la terre pourraient justifier cette situation. Les ménages ont une taille moyenne de 6 personnes, ce qui est inférieure à la moyenne nationale. On observe une grande différence entre ménages pauvres et ménages non pauvres en ce qui concerne leur taille: 8 personnes en moyenne chez les ménages pauvres contre 5 chez les non pauvres.

Les ménages sont dirigés par des hommes dans 76% des cas. Ce pourcentage est légèrement plus élevé lorsqu'on considère seulement les ménages agricoles (85%). La forte proportion des femmes chefs de ménage au niveau de cette zone est liée au déplacement des hommes à la recherche de terres fertiles ou d'emplois rémunérateurs dans les villes laissant ainsi leur ménage sous la responsabilité des femmes.

Le taux de dépendance qui est défini ici comme étant le pourcentage d'enfants de moins de 10 ans dans le ménage est de 33% dans la zone 6. Les ménages pauvres ont un taux de dépendance largement supérieur à celui des non pauvres (39% chez les pauvres contre 29% chez les non pauvres). Tout comme au niveau national ce résultat confirme le fait que les ménages pauvres ont une charge beaucoup plus élevée que celle des ménages non pauvres. Le fait que les pauvres aient plus d'enfants que les non pauvres est complexe à analyser. Cependant, quelques raisons peuvent être avancées à savoir : les pauvres pourraient avoir plus besoin de main d'oeuvre agricole familiale, ne pouvant se payer de la main d'oeuvre salariée; les ménages pauvres ayant un taux de mortalité infantile relativement plus élevé auraient plus d'enfants pour s'assurer d'en voir suffisamment atteindre l'âge adulte et prendre soin d'eux lorsqu'ils seront vieux; les pauvres étant moins éduqués seraient moins au courant des techniques de planification des naissances. On peut aussi faire remarquer que le nombre élevé d'enfants peut être à l'origine de la pauvreté des ménages. En effet, le taux de dépendance joue sur leur capacité d'accumulation.

Tableau 3.1a Quelques indicateurs démographiques des ménages de la zone des terres de barre

Indicateurs démographiques	%
Chef de ménage masculin	76,37
Chef de ménage féminin	23,63
Exploitations agricoles dans les ménages	74,87
Chef d'exploitation masculin	85,30
Chef d'exploitation féminin	14,70
Hommes (10 ans et plus) dans le ménage	30,98
Femmes (10 ans et plus) dans le ménage	35,59
Enfants (5 ans et moins) dans le ménage	19,64
Enfants jeunes (2 ans et moins) dans le ménage	9,79

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.1b Indicateurs de dépendance des ménages de la zone des terres de barre par catégorie socio-économique

Indicateurs de dépendance	Non pauvres	Pauvres	Ensemble des ménages
Taille du ménage	5	8	6
% d'hommes (10 ans et plus) dans le ménage	32,33	30,94	30,98
% de femmes (10 ans et plus) dans le ménage	38,56	30,23	35,59
% d'enfants (moins de 10 ans) dans le ménage	29,11	38,83	33,43

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

3.2 Emplois des ménages ruraux

La détermination du nombre moyen d'heures de travail par membre du ménage rural en équivalent-adulte est faite par rapport aux activités économiques notamment l'agriculture, le service, la transformation agro-alimentaire, le commerce et autres activités. Elle ne tient pas compte des tâches domestiques et maternelles des femmes. Le temps moyen mis pour réaliser les activités étant déterminé par équivalent-adulte, certaines activités semblent être marginales en termes d'emploi en raison du fait qu'elles ne sont pas exécutées par tous les membres des ménages. Il s'agit notamment des activités de transformation agro-alimentaire qui sont essentiellement effectuées de manière artisanale par les femmes et qui se distinguent difficilement des activités domestiques.

Le nombre d'heures de travail effectif est de 27 heures par semaine en moyenne sur toute l'année (voir tableau 3.2). Ramenées sur une base journalière en faisant l'hypothèse de 6 jours de travail par semaine, cette moyenne équivaut à 4,5 heures de travail par jour. Ce temps de travail en milieu rural de la zone des terres de barre est presque similaire à la moyenne nationale qui est de 4,4 heures par jour.

Le nombre d'heures de travail dans la zone varie d'une période à une autre. Ainsi, au premier passage, c'est-à-dire au cours de la période de soudure où les travaux de préparation des sols sont intenses, le nombre moyen d'heures de travail est de 28 heures contre 23 heures au deuxième passage, soit une réduction de près de 18 %. Ceci veut dire qu'en Juin-Août les ménages ruraux de la zone des terres de barre travaillent moins. En effet, c'est la période d'inter-saison au cours de laquelle, en dehors des récoltes, aucune tâche agricole importante n'occupe les paysans. Par ailleurs, en raison des travaux de récolte on note un recul des activités non agricoles. Au troisième passage, le nombre d'heures de travail monte pour atteindre un niveau légèrement supérieur à celui de la grande période de soudure. En effet, en ce moment les paysans sont appelés à retourner aux champs pour les travaux de mise en valeur des parcelles pour la seconde saison de culture. Ceci a conduit à une augmentation du temps consacré aux travaux agricoles qui a doublé entre le deuxième et le troisième passage passant de 7 heures à 14 heures par semaine. Le temps de travail agricole de la petite soudure (troisième passage) est nettement supérieur à celui de la grande soudure. 14 heures contre 9 heures. Cette importance de la part du temps consacré aux activités agricoles est due à la tentative de rattrapage des paysans en raison de la faible performance de la première saison de culture. On peut aussi ajouter la récolte du coton dans la sous zone cotonnière qui constitue également une tâche agricole complémentaire de la période qui pourrait être à la base de cet accroissement. Au dernier passage, le temps d'occupation chute légèrement (27,5 heures) pour se retrouver légèrement en deçà de ceux des deux périodes de soudure (voir tableau 3.2).

Tableau 3.2
Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours
par membre du ménage rural de la zone des terres de barre

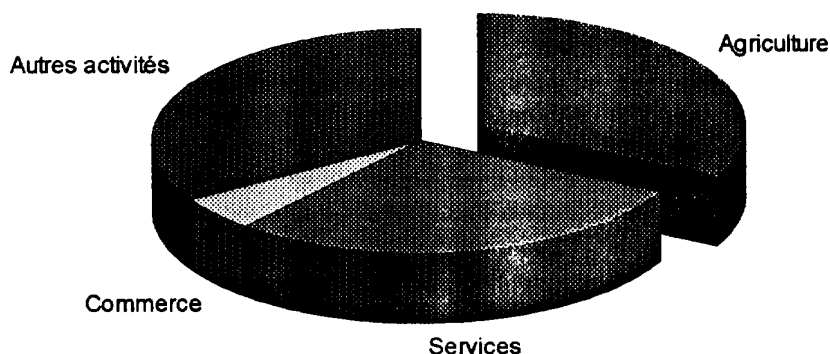
Activité	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94 -Fév.95	
	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part
Agriculture	8,59	30,87	7,09	30,37	14,07	49,69	5,21	18,94	8,74	32,66
Services	6,07	21,80	5,19	22,24	7,40	26,15	12,23	44,45	7,72	28,86
Transformation agro-alimentaire *	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,05	0,18	0,03	0,10
Commerce	2,06	7,39	1,24	5,32	0,54	1,91	1,48	5,37	1,33	9,97
Autres activités	11,12	39,94	9,82	42,07	6,30	22,25	8,54	31,05	8,95	33,42
Total	27,84	100,00	23,35	100,00	28,31	100,00	27,51	100,00	26,76	100,00

Source : PNUD-MDR, ICVR 1994-1995

* Le temps consacré aux activités de transformation par membre de ménage est insignifiant en raison du fait que le temps mis pour réaliser ces activités par quelques femmes a été rapporté à tous les membres des ménages. Le zéro ne signifie donc pas que ces activités n'ont pas été réalisées.

Les principales activités des ménages ruraux de la zone des terres de barre sont l'agriculture (33 % du temps de travail) et les prestations de services (29 % du temps de travail) (voir graphique 3.1). La transformation agro-alimentaire non liée à la production du ménage est une activité marginale en terme d'emploi. Elle n'est pratiquée de façon intense qu'au cours de la période de décembre à février où le temps qui lui est affecté représente moins de 1 % du temps de travail de la période (0,18 %). L'importance du temps passé dans l'agriculture s'entend eu égard au pourcentage de ménages agricoles de la zone. Pour ce qui est de la prestation des services, son importance peut être liée à la pratique des petits métiers (forge, coordonnerie, etc) dans la zone.

Graphique 3.1:
Répartition du temps de travail des ménages de la zone des
terres de barre selon les différentes activités



L'évolution du temps de travail au cours de l'année est assez similaire d'une catégorie socio-économique à une autre (voir graphique 3.2). Par contre, sa répartition n'est pas du tout la même selon qu'il s'agit d'un ménage pauvre ou non pauvre. Les ménages pauvres s'occupent essentiellement dans l'agriculture (67 % du temps de travail des ménages pauvres contre 31 % pour les non pauvres) alors que les ménages non pauvres se retrouvent dans les autres activités et le commerce (35 % et 5% respectivement du temps de travail des ménages non pauvres contre 4 % et 0,7% pour les pauvres). Cela est lié au fait que les autres activités en occurrence le commerce nécessite des ressources financières que les pauvres n'ont certainement pas. Les pourcentages de temps de travail consacré aux prestations de services sont pratiquement les mêmes (voir tableaux 3.3 et 3.4). L'autre différence entre les ménages pauvres et non pauvres en terme d'emploi concerne le nombre d'heures de travail qui est plus élevé chez les non pauvres (33 heures de travail par semaine chez les non pauvres contre 21 heures chez les pauvres). Le faible accès aux moyens de production (terre et capital notamment) pourrait être à l'origine de ce sous-emploi au niveau des ménages ruraux. Pour ce qui est de la variation dans le temps, les pauvres travaillent très peu de temps pendant l'inter-saison et consacrent beaucoup de temps à l'agriculture en septembre-novembre, au service en décembre-février. Du côté des non pauvres l'agriculture bénéficie d'une plus grande attention en septembre-novembre, le service en décembre-février et les autres activités pratiquement à toutes les périodes.

Graphique 3.2:
Evolution du temps moyen de travail par équivalent-adulte des ménages
de la zone des terres de barre selon les catégories socio-économiques

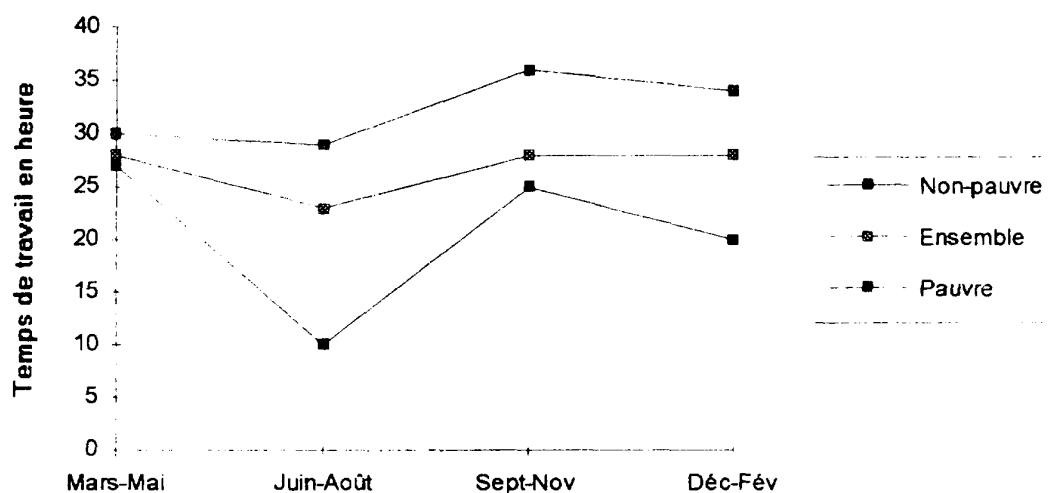


Tableau 3.3
Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours
par membre du ménage rural non pauvre de la zone des terres de barre

Activité	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94 - Fév.95	
	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part
Agriculture	9,14	30,06	8,65	29,88	16,80	46,09	16,15	17,95	10,18	31,32
Services	6,80	22,37	6,47	22,37	7,26	19,92	16,21	47,32	9,19	28,25
Transformation agro-alimentaire *	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Commerce	2,53	8,33	1,42	4,90	0,45	1,22	2,12	6,19	1,63	5,01
Autres activités	11,82	39,23	12,40	42,85	11,94	32,76	9,77	28,53	11,51	35,40
Total	30,40	100,00	28,94	100,00	36,45	100,00	34,25	100,00	32,51	100,00

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

* op. cit.

Tableau 3.4
Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours
par membre du ménage rural pauvre de la zone des terres de barre

Activité	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94 - Fév.95	
	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part
Agriculture	8,86	32,36	4,05	38,92	12,87	52,21	3,91	20,00	13,87	67,34
Services	5,97	21,81	2,16	20,77	7,00	28,40	7,65	39,14	5,69	27,65
Transformation agro-alimentaire *	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,14	0,71	0,00	0,00
Commerce	1,93	7,06	0,47	4,53	0,59	2,38	0,58	2,95	0,14	0,67
Autres activités	10,61	38,77	3,72	35,78	4,19	17,01	7,27	37,20	0,89	4,33
Total	27,37	100,00	10,40	100,00	24,64	100,00	19,54	100,00	20,59	100,00

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

* op. cit.

3.3 Revenus des ménages ruraux par source

Les données sur les revenus sont toujours difficiles à obtenir de façon fiable. La tendance habituellement observée est une fausse déclaration des revenus chez les personnes, ce qui conduit soit à une sous-estimation soit à une surestimation de ces revenus. Il faut donc être prudent dans l'interprétation de ces données. Dans le cadre de la présente étude, l'analyse est faite sur la base des revenus bruts c'est à dire rentrées d'argent ou chiffres d'affaire au niveau des activités commerciales, faute d'informations sur les dépenses d'exploitation.

Le ménage rural de la zone des terres de barre a un revenu brut annuel d'environ 132.400 F CFA. La source principale est les activités non-agricoles qui procurent environ 83% des revenus contre 16 % pour les activités agricoles et 1 % pour les revenus de transfert (voir tableau 3.5). La prédominance des activités non-agricoles tient au fait que l'agriculture dans cette zone est une agriculture de subsistance. La grande part de la production vivrière y est auto-consommée. Par ailleurs, la production du coton qui est la principale culture de rente du pays et qui permet aux paysans de disposer de revenu substantiel à son achat ne se pratique que dans la sous zone cotonnière.

Tableau 3.5
Niveau et sources des revenus trimestriels (en FCFA) par membre du ménage
de la zone des terres de barre

Activité	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Activités agricoles	4 362	12,78	4 643	17,13	5 651	15,43	6 674	19,29	21 330	16,1
Activité non agricoles	29 712	87,06	22 040	81,31	30 103	82,21	27 791	80,33	109 646	82,78
dont										
Commerce	17 439	51,10	8 892	32,80	11 702	31,96	9 747	28,17	47 780	36,07
Transformation agro-alimentaire	2 883	8,45	6 261	23,10	10 084	27,54	10 599	30,64	29 827	22,52
Revenus de transfert	53	0,15	423	1,56	862	2,35	133	0,39	1 471	1,11
Revenu Total	34 127	100	27 107	100	36 616	100	34 598	100	132 447	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

La prédominance des activités non-agricoles se retrouve au niveau de toutes les catégories socio-économiques. Elle augmente avec le niveau de richesse: 85 % pour les ménages non pauvres contre 76 % pour les ménages pauvres (voir tableaux 3.6 et 3.7 et graphiques 3.3 et 3.4).

Tableau 3.6
Niveau et sources des revenus trimestriels (en FCFA) par membre du ménage non pauvre
de la zone des terres de barre

Activité	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Activités agricoles	5 228	11,06	5 311	15,07	9 451	13,67	7 856	15,12	27 846	13,68
Activité non agricoles	41 922	88,71	29 416	83,50	58 688	84,88	43 962	84,62	173 988	85,46
dont										
Commerce	23 924	50,62	12 292	34,89	19 054	27,56	18 085	34,81	73 355	36,03
Transformation agro-alimentaire	3 917	8,29	8 231	23,37	22 560	32,63	16 781	32,30	51 490	25,29
Revenus de transfert	108	0,23	503	1,43	1 003	1,45	133	0,26	1 747	0,86
Revenu Total	47 258	100	35 230	100	69 143	100	51 951	100	203 581	100

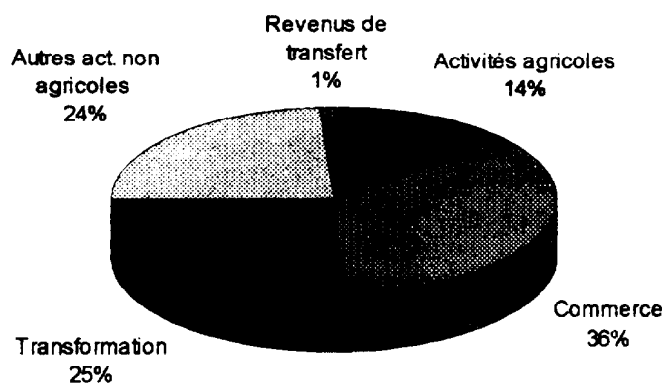
Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.7
Niveau et sources des revenus trimestriels (en FCFA) par membre du ménage pauvre
de la zone des terres de barre

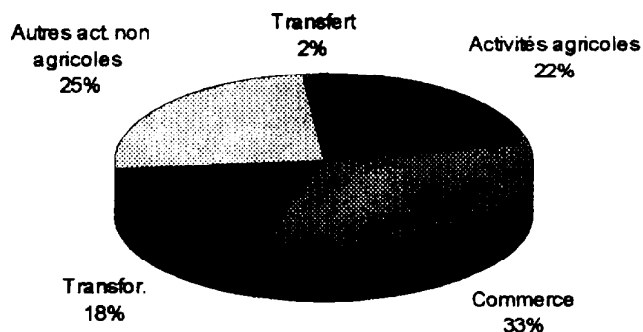
Activité	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Activités agricoles	3 865	21,42	3 300	32,13	3 702	16,36	4463,96	24,94	16407,21	23,47
Activités non agricoles	14 181	78,58	6 606	64,31	18 214	80,50	13434,66	75,06	52435,45	75,00
dont										
Commerce	10 884	60,31	1 036	10,09	9 154	40,46	1811,69	10,12	22885,56	33,24
Transformation agro-alimentaire	619	3,43	1 256	12,23	4 508	19,92	6203,30	34,66	12585,6	18,28
Revenus de transfert	-	-	366	3,56	709	3,14	-	-	1075,53	1,54
Revenu Total	18 047	100	10 272	100	22 625	100	17898,61	100	69918,19	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Graphique 3.3:
Source des revenus des ménages ruraux non pauvres
de la zone des terres de barre



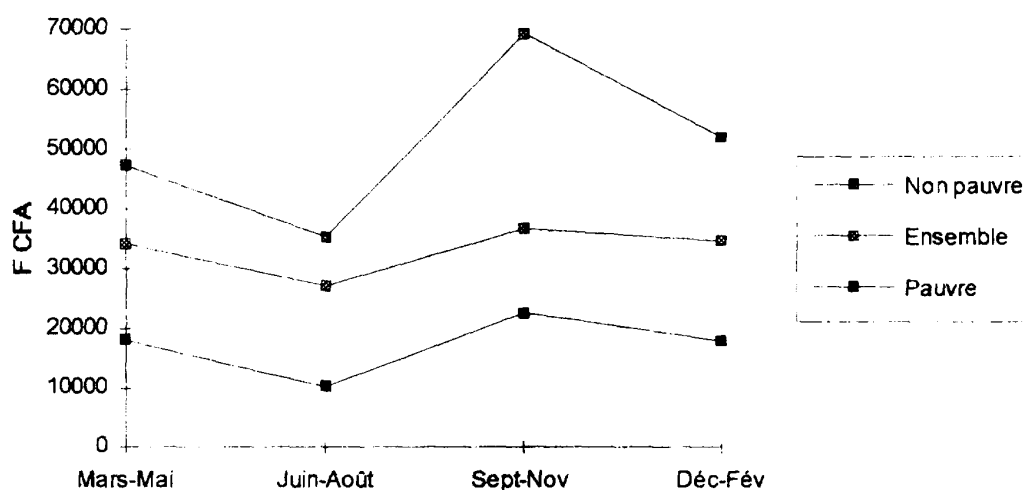
Graphique 3.4:
Source des revenus des ménages ruraux pauvres
de la zone des terres de barre



Le niveau des revenus bruts trimestriels varie d'une période à une autre. Il est autour de 34.000 F CFA sur la période de décembre à mai (premier et dernier passages) où il est stationnaire d'un trimestre à un autre. Il baisse de 21 % entre le premier et le deuxième passage passant de 34.100 F CFA à 27.100 F CFA. Au troisième passage, le revenu brut augmente pour atteindre son niveau le plus élevé de l'année (36.600 F CFA), soit une hausse de 35 % (voir graphique 3.5). Ces résultats à première vue peuvent paraître surprenants: les revenus les plus bas étant enregistrés au cours des périodes de récolte qui sont supposées être les périodes de grandes recettes. L'explication de ces faits se trouve non seulement dans la structure du revenu rural mais également dans les perturbations pluviométriques enregistrées au cours de la saison de culture. La principale source de ce revenu étant les activités non agricoles, on pourrait penser, à juste titre, que les intenses activités agricoles des périodes de récoltes limitent l'exercice des activités non-agricoles qui sont pourvoyeuses de recettes. Ainsi, les revenus bruts baissent au cours de ces périodes. Par contre, les recettes augmentent au moment où les activités agricoles permettent de mener d'autres activités. On peut être tenté de conclure à une irrationnalité des ménages ruraux de la zone mais c'est sans compter avec leur souci d'autosuffisance alimentaire qui les contraint à produire les vivriers qui ne leur procurent cependant pas assez de revenus. Par ailleurs, le retard des pluies a entraîné un retard des récoltes qui devraient avoir lieu au cours de la période juin-août. Ce qui est à l'origine de la faiblesse des revenus au cours de cette période.

Les niveaux des revenus varient beaucoup d'une catégorie socio-économique à une autre. Les ménages non pauvres ont un revenu brut annuel 3 fois plus important que celui des ménages pauvres.

Graphique 3.5:
Evolution du niveau des revenus trimestriels des ménages ruraux
de la zone des terres de barre



3.4 Dépenses globales des ménages ruraux

Le ménage rural de la zone des terres de barre effectue en moyenne au cours d'une année une dépense globale de 90.400 F CFA environ par équivalent-adulte. Les dépenses alimentaires représentent la part la plus importante des dépenses totales (68 %) (voir tableau 3.8). Cette prédominance du poste des dépenses alimentaires diminue avec le niveau de richesse des ménages. Les ménages pauvres consacrent une part plus importante de leurs

dépenses globales aux dépenses alimentaires (73 % pour les ménages pauvres contre 64 % pour les non pauvres) (voir graphique 3.6). Le niveau des dépenses globales varie aussi selon la catégorie socio-économique des ménages. Les ménages non pauvres dépensent 3,8 fois plus que les ménages pauvres (voir tableaux 3.9 et 3.10).

Tableau 3.8
Niveau et composition des dépenses globales (en FCFA) par membre du ménage rural de la zone des terres de barre

Type de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses alimentaires	17 242	68,91	15 429	68,32	13 372	66,49	14 785	66,04	61 008	67,51
Dépenses non-alimentaires	7 858	31,09	7 155	31,68	6 740	33,51	7 602	33,96	29 356	32,49
Dépenses Globales	25 280	100	22 584	100	20 112	100	22 387	100	90 364	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Graphique 3.6:
Structure des dépenses de consommation selon les catégories de ménages ruraux de la zone des terres de barre

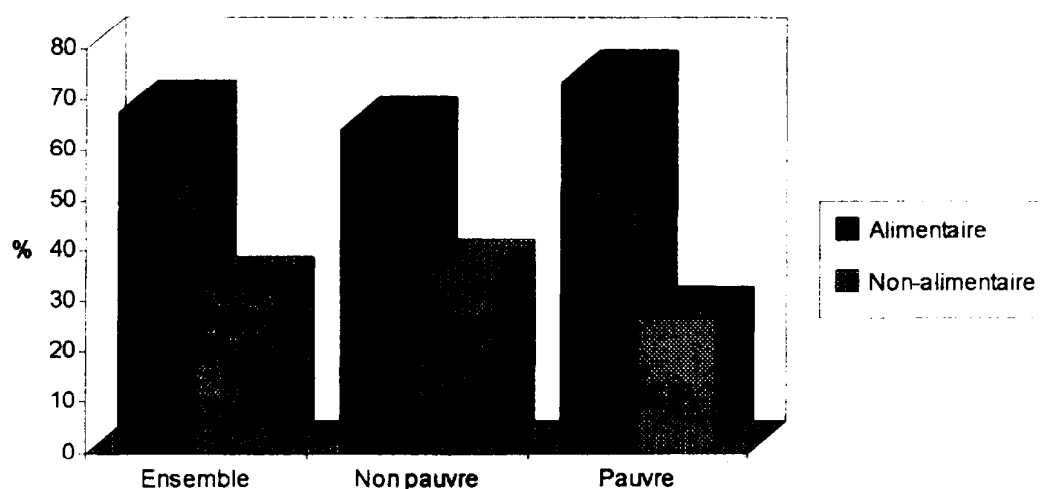


Tableau 3.9
Niveau et composition des dépenses globales (en FCFA) par membre du ménage rural non pauvre de la zone des terres de barre

Type de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses alimentaires	24 965	66,80	20 759	67,36	24 450	60,24	22 869	63,28	93 043	64,2
Dépenses non-alimentaires	12 407	33,20	10 059	32,64	16 136	39,76	13 272	36,72	51 874	35,8
Dépenses Globales	37 372	100	30 817	100	40 586	100	36 141	100	144 917	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

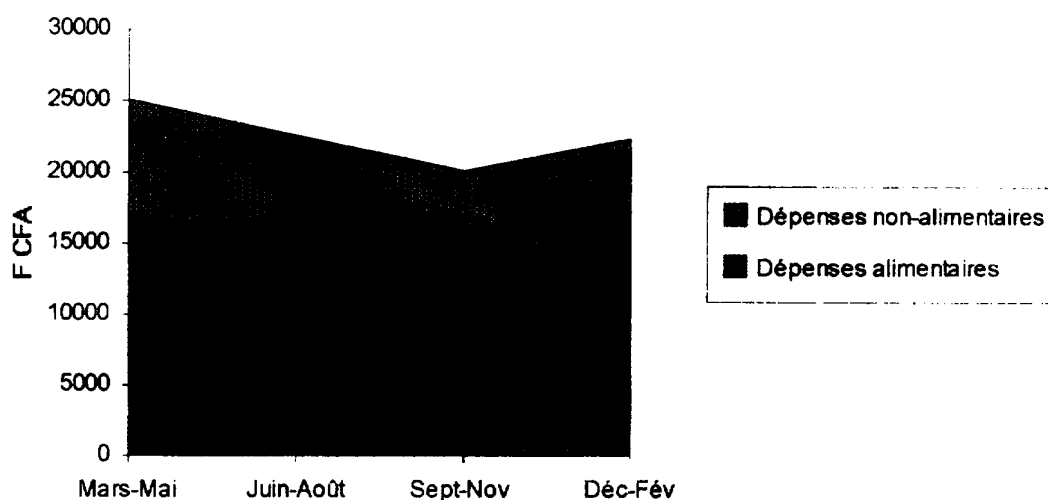
Tableau 3.10
Niveau et composition des dépenses globales (en FCFA) par membre du ménage rural
pauvre de la zone des terres de barre

Type de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév. 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses alimentaires	7 415	74,99	5 145	72,07	7 572	74,22	7 751	72,06	27 883	73,41
Dépenses non-alimentaires	2 473	25,01	1 994	27,93	2 630	25,78	3 004	27,94	10 101	26,59
Dépenses Globales	9 888	100	7 139	100	10 202	100	10 755	100	37 984	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Le niveau des dépenses globales varie d'un trimestre à un autre. Estimées à environ 25.300 F CFA au cours de la période mars-mai, les dépenses globales des ménages de la zone enregistrent des baisses au cours des deux trimestres suivants. Les ménages augmentent leurs dépenses entre décembre et février sans atteindre le niveau de la période allant de mars à mai (voir graphique 3.7). L'évolution des dépenses n'est pas la même d'une catégorie socio-économique à une autre. En effet, les ménages non pauvres effectuent plus de dépenses au cours des périodes de soudure et moins au cours des périodes de récolte. Par contre, les dépenses des ménages pauvres baissent seulement entre juin et août, période des récoltes, et se stabilisent pratiquement au cours des autres trimestres de l'année.

Graphique 3.7:
Evolution des dépenses de consommation alimentaire et non alimentaire
des ménages ruraux de la zone des terres de barre



3.5 Dépenses alimentaires des ménages ruraux

Les groupes des produits alimentaires les plus importants dans les dépenses alimentaires (incluant l'auto-consommation) sont dans l'ordre décroissant les céréales (34 % des dépenses alimentaires), les racines et tubercules (14 %), les fruits et légumes (14 %), les poissons et fruits de mer (12 %) et les huiles et oléagineux (11 %) (voir tableau 3.11). Ces parts sont quasiment les mêmes d'une période à une autre.

Les parts budgétaires de certains groupes de produits varient selon la catégorie socio-économique des ménages. Les ménages pauvres accordent plus d'importance que les ménages non pauvres à la consommation des céréales dans leurs dépenses alimentaires. La situation inverse s'observe pour les huiles et oléagineux et les boissons alcoolisées (voir tableaux 3.12 et 3.13 et graphique 3.8).

Graphique 3.8:
Structure des dépenses de consommation alimentaire selon la catégorie socio-économique des ménages ruraux de la zone des terres de barre

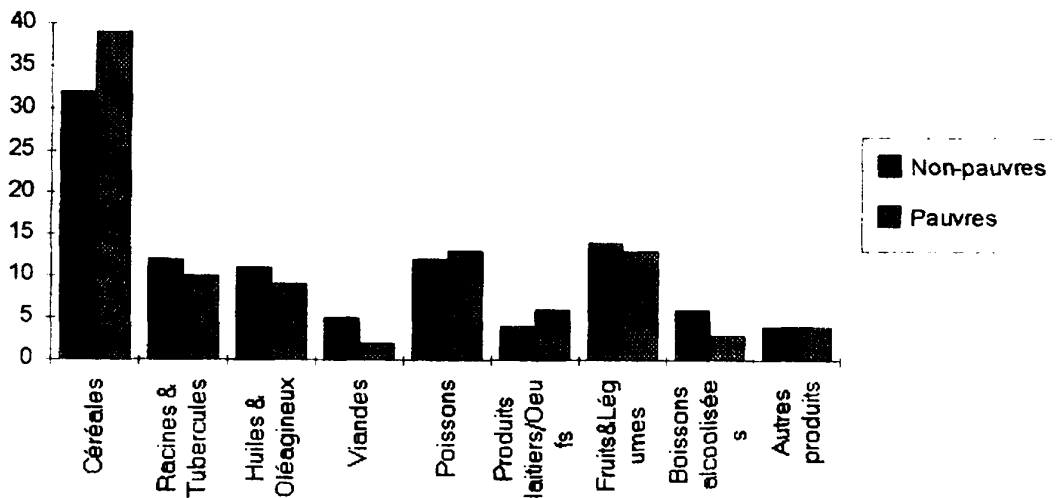


Tableau 3.11
Composition des dépenses alimentaires par membre du ménage rural de la zone des terres de barre

Groupes de Produits	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales	6231,97	35,77	5291,58	34,30	4223,89	31,59	5206,77	35,22	20954,21	34,35
Racines et tubercules	2138,18	12,27	1443,63	9,36	1712,63	12,81	1606,88	10,87	6901,32	14,31
Huiles et oléagineux	1451,87	8,33	1740,87	11,28	1626,76	12,16	1731,00	11,71	6550,50	10,74
Viandes	475,44	2,73	369,58	2,40	487,12	3,64	775,55	5,25	2107,69	3,45
Poissons/Fruits de mer	2101,30	12,06	1965,61	12,74	1654,02	12,37	1734,36	11,73	7455,29	12,22
Produits laitiers/oeufs	865,73	4,97	752,82	4,88	521,15	3,90	598,37	4,05	2738,07	4,49
Fruits et Légumes	2505,52	14,38	2220,96	14,39	1843,82	13,79	1913,96	12,95	8484,26	13,91
Boissons non alcoolisées	124,22	0,71	66,16	0,43	31,45	0,24	125,87	0,85	347,7	0,57
Boissons alcoolisées	785,05	4,51	900,34	5,84	724,29	5,42	510,70	3,45	2920,38	4,79
Autres produits	742,56	4,26	677,46	4,39	547,34	4,09	581,37	3,93	2548,73	4,18
Dépenses Alimentaires Totales	17421,84	100	15429,00	100	13372,47	100	14784,81	100	61008,12	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.12
Composition des dépenses alimentaires par membre du ménage rural
non pauvre de la zone des terres de barre

Groupes de Produits	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales	8731,56	34,97	6938,34	33,42	6824,70	27,91	7422,13	32,46	29916,73	32,15
Racines et tubercules	2906,06	11,64	1965,15	9,47	3376,84	13,81	2594,72	11,35	10842,77	11,65
Huiles et oléagineux	2034,06	8,15	2359,57	11,37	3147,87	12,87	3016,13	13,19	10557,63	11,35
Viandes	813,78	3,26	522,79	2,52	1365,76	5,59	1506,05	6,59	4208,38	4,52
Poissons/Fruits de mer	2982,02	11,94	2602,93	12,54	2888,29	11,81	2474,07	10,82	10947,31	11,77
Produits laitiers/oeufs	1271,30	5,09	978,01	4,71	792,19	3,24	811,78	3,55	3857,28	4,14
Fruits et Légumes	3748,51	15,01	3105,00	14,96	3443,79	14,09	3004,52	13,14	13301,82	14,30
Boissons non alcoolisées	222,48	0,89	83,46	0,40	49,06	0,20	274,57	1,20	629,57	0,68
Boissons alcoolisées	1199,41	4,80	1293,69	6,23	1671,54	6,84	972,03	4,25	5136,67	5,52
Autres produits	1056,31	4,23	909,75	4,38	889,82	3,64	792,91	3,47	3648,79	3,92
Dépenses Alimentaires Totales	24965,49	100	20758,69	100	24449,86	100	22868,90	100	93042,94	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.13
Composition des dépenses alimentaires par membre du ménage rural
pauvre de la zone des terres de barre

Groupes de Produits	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales	2932,98	39,56	2184,99	42,47	2800,65	36,99	3031,02	39,11	10949,64	39,27
Racines et tubercules	946,73	12,77	304,00	5,91	798,34	10,54	775,96	10,01	2825,03	10,13
Huiles et oléagineux	628,00	8,33	562,56	10,93	781,60	10,32	632,34	9,16	2604,5	9,34
Viandes	38,29	0,52	39,56	0,77	111,91	1,48	323,96	4,18	513,72	1,84
Poissons/Fruits de mer	914,70	12,34	683,16	13,28	1093,40	14,44	909,31	11,73	3600,57	12,91
Produits laitiers/oeufs	411,77	5,55	353,71	6,87	380,12	5,02	393,70	5,08	1539,3	5,52
Fruits et Légumes	1011,13	13,64	604,34	11,75	1044,57	13,80	1057,25	13,64	3717,29	13,33
Boissons non alcoolisées	52,76	0,71	26,55	0,52	17,66	0,23	48,27	0,62	145,24	0,52
Boissons alcoolisées	179,31	2,42	136,42	2,65	209,23	2,76	251,41	3,24	776,37	2,78
Autres produits	309,16	4,17	250,04	4,86	334,62	4,42	327,29	4,22	1221,11	4,38
Dépenses Alimentaires Totales	7414,84	100	5145,34	100	7572,09	100	7750,51	100	27882,78	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

A l'intérieur du groupe des céréales, le maïs domine toutes les autres céréales (78 % des dépenses de céréales). Le riz est aussi consommé dans la zone où on lui consacre 11 % des dépenses de céréales. Le blé et le mil/sorgho ne sont presque pas consommés (voir tableau 3.14). Les ménages pauvres consomment plus le maïs et moins le riz (voir tableaux 3.15 et 3.16).

Au niveau des racines et tubercules, c'est le manioc qui occupe la grande part des dépenses aussi bien chez les non pauvres que chez les pauvres (76 % et 83 % respectivement). L'igname et la pomme de terre/patate douce sont aussi consommés mais dans une très moindre mesure, soit 8 % et 6 % respectivement (voir tableau 3.14). Les ménages non pauvres accordent plus d'importance à la consommation de l'igname et de la pomme de terre/patate douce que les ménages pauvres (voir tableaux 3.15 et 3.16).

Tableau 3.14
Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural
de la zone des terres de barre

Groupes de Produits	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales										
Riz	812,75	13,04	515,01	9,73	371,71	8,80	549,72	10,56	2249,19	10,73
Maïs	4909,24	78,78	4066,44	76,85	3342,80	79,14	3989,82	76,63	16308,3	77,83
Mil/Sorgho	51,47	0,83	35,90	0,68	8,11	0,19	142,68	2,74	238,16	1,14
Blé	40,38	0,65	7,55	0,14	6,27	0,15	9,64	0,19	63,84	0,31
Autres Céréales	418,12	6,71	666,68	12,60	495,01	11,72	514,91	9,89	2094,72	10,00
Total Céréales	6231,97	100	5291,58	100	4223,89	100	5206,77	100	20954,72	100
Tubercules										
Manioc	1881,10	87,98	1105,54	76,58	1135,24	66,29	1066,81	66,39	5188,69	75,18
Igname	77,14	3,61	22,07	1,53	175,89	10,27	254,62	15,85	529,72	7,68
Pomme de terre/Patates	39,15	1,83	76,53	5,30	224,54	13,11	45,91	2,86	386,13	5,60
Autres Tubercules	140,79	6,58	239,48	16,59	176,97	10,33	239,53	14,91	796,77	11,54
Total Tubercules	2138,18	100	1443,63	100	1712,63	100	1606,88	100	6901,32	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.15
Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural
non pauvre de la zone des terres de barre

Groupes de Produits	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales										
Riz	1290,83	14,78	755,85	10,89	911,5	13,56	1027,93	13,85	3986,11	13,32
Maïs	6732,20	77,10	5610,20	80,86	5249,35	76,92	5450,38	73,43	23042,13	77,02
Mil/Sorgho	72,51	0,83	52,08	0,75	-	-	272,71	3,67	397,3	1,33
Blé	83,09	0,95	12,29	0,18	7,42	0,11	23,97	0,32	126,77	0,42
Autres Céréales	552,93	6,33	507,92	7,32	656,44	9,62	647,14	8,72	2364,43	7,90
Total Céréales	8731,56	100	6938,34	100	6824,7	100	7422,13	100	29916,73	100
Tubercules										
Manioc	2519,61	86,70	1640,02	83,46	2341,49	69,34	1785,66	68,82	8286,78	76,43
Igname	129,51	4,46	23,12	1,18	296,67	8,79	572,38	22,06	1021,68	9,42
Pom.terre/Patates	74,02	2,55	115,75	5,89	527,75	15,63	61,96	2,39	779,48	7,19
Autres Tubercules	182,92	6,29	186,26	9,48	210,93	6,25	174,72	6,73	754,2	6,96
Total Tubercules	2906,06	100	1965,15	100	3376,84	100	2594,72	100	10842,77	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.16
Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural
pauvre de la zone des terres de barre

Groupes de Produits	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales										
Riz	169,44	5,78	70,45	3,22	91,29	3,26	211,53	6,98	542,71	4,96
Maïs	2470,97	84,25	1943,63	88,95	2524,38	90,14	2550,80	84,16	9489,78	86,67
Mil/Sorgho	45,73	1,56	-	-	6,24	0,22	26,79	0,88	78,76	0,72
Blé	-	-	-	-	-	-	0,17	0,01	-	-
Autres Céréales	246,85	8,42	170,92	7,82	178,74	6,38	241,73	7,98	838,24	7,66
Total Céréales	2932,98	100	2184,99	100	2800,65	100	3031,02	100	10949,64	100
Tubercules										
Manioc	838,85	88,60	251,45	82,73	601,18	75,30	656,78	84,64	2348,30	83,12
Igname	2,47	0,26	20,70	6,81	86,15	10,79	50,82	6,55	160,14	5,67
Pom.terre/Patates	0,27	0,03	-	-	54,38	6,81	12,98	1,67	67,63	2,39
Autres Tubercules	105,15	11,11	31,80	10,46	56,64	7,09	55,38	7,14	248,97	8,81
Total Tubercules	946,73	100	304,00	100	798,34	100	775,96	100	2825,03	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Outre les dépenses alimentaires, un autre indicateur de la situation alimentaire des ménages ruraux est le nombre de repas pris par jour. Ce nombre est d'environ 2,7 en milieu rural de la zone des terres de barre. Il ne change pratiquement pas d'une catégorie socio-économique à une autre. Cette similitude dans les situations ne reflète pas la différence possible qu'il peut y avoir entre les différentes catégories en ce qui concerne la qualité des repas.

Dans la zone des terres de barre, en dehors du manioc, plus des 2/3 des vivriers consommés par la population sont achetés sur les marchés. Cela est inquiétant car le maïs qui reste la base de l'alimentation dans la zone est aussi acheté jusqu'à concurrence de 67% en moyenne sur la période de l'étude. Le niveau de la production vivrière dans la zone est vraiment insuffisant en raison sans doute de la proximité de grands centres urbains vers lesquels se drainent la production vivrière de la zone. Ce constat d'ensemble se vérifie au niveau des diverses catégories socio-économiques. Cependant, on constate que les ménages non pauvres restent plus dépendants du marché en ce qui concerne le maïs (70,7% contre 56,8% au niveau des ménages pauvres); le manioc (6,9% contre 3,4%) et l'igname (80,8% contre 30,3%). Quant aux ménages pauvres, ils sont beaucoup plus dépendants du marché pour les produits qui sont peu consommés dans la zone (mil/sorgho) (voir tableaux 3.17 et 3.18).

En considérant le maïs, on constate que les ménages restent dépendants du marché pendant la grande soudure (mars-mai). En ce moment, les ménages pauvres ont plus recours au marché que les ménages non pauvres. Les petits exploitants vendent certainement une grande part de leur production de maïs pour satisfaire leurs besoins en moyens financiers.

Pour ce qui est du manioc, deuxième produit de base de l'alimentation dans la zone, c'est plutôt la période de juin-août qui est plus difficile pour tous les ménages. Cependant, la dépendance du marché des ménages est très faible pour le manioc. Ceci est dû à la possibilité de conservation de ce produit dans le sol. Ceci permet aux paysans d'étaler leurs récoltes dans le temps et d'en disposer même en période de soudure. Seuls les travaux des champs (manque de temps pour faire les récoltes, nécessité d'utilisation des parcelles pour d'autres cultures, etc)

peuvent limiter la disponibilité en ce produit comme c'est le cas au cours de la période juin-août.

On observe pratiquement la même période pour l'igname sauf qu'au niveau des ménages non pauvres, la dépendance est très forte et atteint 100% pour les deux premiers passages et plus de 74% les deux derniers. Quant au riz, quelqu'en soit la période, la dépendance est totale; le riz n'étant pas du tout produit dans la zone.

Tableau 3.17
Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres du ménage rural de la zone des terres de barre

Produit	Mars-Mai 1994	Juin-Août 1994	Sept-Nov 1994	Déc 94-Fév 95	Mars 94-Fév 95
	%	%	%	%	%
Mais	83,6	56,2	57,0	62,2	66,5
Mil/Sorgho	100,0	100,0	0,0	51,1	67,3
Manioc	6,0	11,6	2,5	4,8	6,2
Igname	87,7	73,3	48,1	74,5	67,6
Riz	100,0	99,7	97,5	97,8	99,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.18
Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres du ménage rural non-pauvre de la zone des terres de barre

Produit	Mars-Mai 1994	Juin-Août 1994	Sept-Nov 1994	Déc 94-Fév 95	Mars 94-Fév 95
	%	%	%	%	%
Mais	80,3	60,2	66,1	71,6	70,7
Mil/Sorgho	100,0	100,0	-	48,8	64,9
Manioc	7,5	13,6	3,4	4,4	6,9
Igname	100,0	100,0	74,4	79,0	80,8
Riz	100,0	100,0	96,3	96,8	98,3

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.19
Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres du ménage rural pauvre de la zone des terres de barre

Produit	Mars-Mai 1994	Juin-Août 1994	Sept-Nov 1994	Déc 94-Fév 95	Mars 94-Fév 95
	%	%	%	%	%
Mais	93,4	36,1	45,6	48,3	56,8
Mil/Sorgho	100,0	-	0,0	100,0	92,1
Manioc	1,8	15,4	2,1	6,9	3,4
Igname	100,0	30,3	19,4	45,2	30,3
Riz	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

3.6 Dépenses non alimentaires des ménages ruraux

En milieu rural de la zone des terres de barre, les postes de dépenses non-alimentaires les plus importants sont dans l'ordre décroissant le logement (43 % des dépenses non-alimentaires), l'habillement (28 %) et la santé (17 %). L'éducation et les loisirs représentent une part minime des dépenses non-alimentaires (voir tableau 3.20). L'importance de la part accordée au logement pourrait s'expliquer par le fait que l'investissement dans ce domaine est devenu un moyen de mettre l'épargne à l'abri des dépenses courantes dans la mesure où il n'existe pas d'autres formes de placement sécurisantes. Le niveau des dépenses de santé est en valeur absolue faible (surtout au niveau des ménages pauvres) et donne une idée sur l'état

sanitaire des populations. Elles ne sont tout simplement pas en mesure de se soigner. Quant aux cérémonies réputées ruineuses (obligations sociales), elles ne semblent pas constituer une source importante de dépense contrairement aux appréhensions.

On note des différences dans les habitudes de consommation non-alimentaire des ménages ruraux de la zone selon les périodes. Ainsi, les dépenses d'habillement sont plus importantes au cours du quatrième passage alors que celles relatives à l'éducation prennent d'importance en septembre-novembre sans doute à cause des frais qu'occasionnent les rentrées scolaires qui s'effectuent au cours de cette période.

Les parts budgétaires de certains postes varient selon la catégorie socio-économique. Les parts relatives du transport, des loisirs et des obligations sociales augmentent avec le niveau de richesse alors que celles du logement et de l'habillement baissent (voir tableaux 3.21 et 3.22 et graphique 3.9).

Graphique 3.9:

Structure des dépenses de consommation non alimentaire selon la catégorie socio-économique des ménages ruraux de la zone des terres de barre

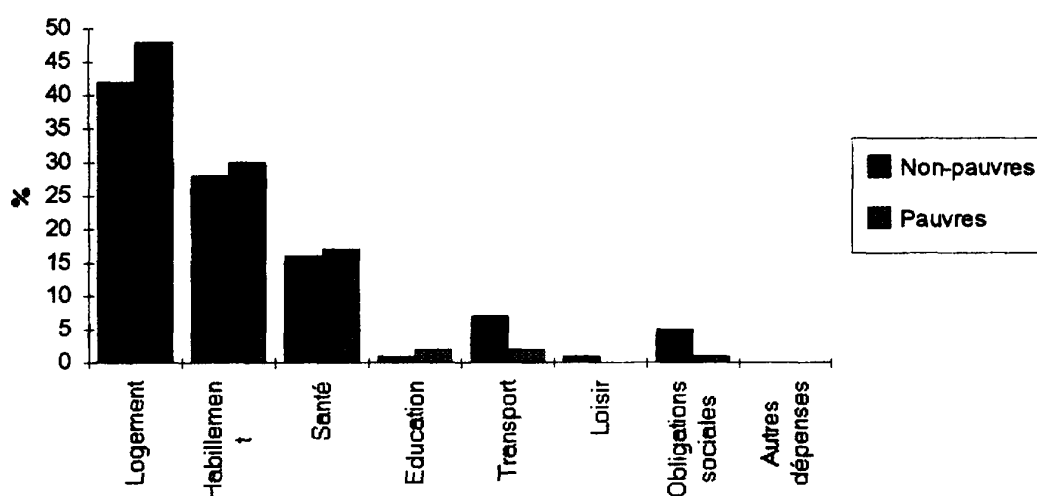


Tableau 3.20

Composition des dépenses non-alimentaires par membre du ménage rural de la zone des terres de barre

Postes de dépenses non-alimentaires	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Logement	3045,77	38,76	3431,56	47,96	3188,83	47,31	2937,50	38,64	12603,66	42,93
Habillement	2295,75	29,21	1428,71	19,97	1366,44	20,27	3164,31	41,62	8255,21	28,12
Santé	1333,89	16,97	1307,58	18,27	1393,85	20,68	916,78	12,06	4952,1	16,87
Education	119,50	1,52	50,70	0,71	166,45	2,47	23,99	0,32	360,64	1,23
Transport	639,05	8,13	390,67	5,46	339,30	5,03	374,97	4,93	1743,99	5,94
Loisir	106,16	1,35	89,84	1,26	36,52	0,54	31,82	0,42	264,34	0,9
Obligations sociales	313,33	3,99	456,42	6,38	248,45	3,69	152,90	2,01	1171,1	3,99
Autres dépenses	5,06	0,06	-	-	-	-	-	-	5,06	0,02
Dépenses non-alimentaires totales	7858,50	100	7155,48	100	6739,86	100	7602,27	100	29356,11	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.21
Composition des dépenses non-alimentaires par membre du ménage rural
non pauvre de la zone des terres de barre

Postes de dépenses non-alimentaires	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Logement	4610,52	37,16	4711,61	46,84	7705,15	47,75	4901,67	36,93	21928,95	42,27
Habillement	3667,91	29,56	1990,66	19,79	3104,56	19,24	5709,93	43,02	14473,06	27,90
Santé	1928,25	15,54	1860,33	18,49	3027,92	18,77	1468,62	11,07	8285,12	15,97
Education	225,31	1,82	54,56	0,54	373,91	2,32	41,90	0,32	695,68	1,34
Transport	1219,65	9,83	571,13	5,68	965,26	5,98	736,33	5,55	3492,37	6,73
Loisir	154,15	1,24	128,46	1,28	87,38	0,54	81,11	0,61	451,10	0,87
Obligations Sociales	601,08	4,84	741,90	7,38	871,54	5,40	332,76	2,51	2547,28	4,91
Autres Dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses non-alimentaires Totales	12406,87	100	10058,64	100	16135,72	100	13272,32	100	51873,55	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.22
Composition des dépenses non-alimentaires par membre du ménage rural
pauvre de la zone des terres de barre

Postes de dépenses non-alimentaires	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Logement	1075,50	43,50	1244,18	62,41	1217,48	46,29	1292,39	43,02	4829,55	47,81
Habillement	769,93	31,14	345,30	17,32	615,96	23,12	1280,95	42,63	3012,14	39,82
Santé	471,64	19,07	274,77	13,78	613,97	23,35	349,87	11,65	1710,25	16,93
Education	23,27	0,94	39,72	1,99	101,53	3,86	19,90	0,66	184,42	1,83
Transport	34,37	1,39	89,62	4,50	62,28	2,37	56,95	1,90	243,22	2,41
Loisir	16,13	0,65	-	-	-	-	-	-	16,13	0,16
Obligations Sociales	81,84	3,31	-	-	18,69	0,71	4,40	0,15	104,93	1,04
Autres Dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses non-alimentaires Totales	2472,67	100	1993,60	100	2629,92	100	3004,46	100	10100,65	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

3.7 Etat nutritionnel et sanitaire et accès aux soins de santé des ménages ruraux

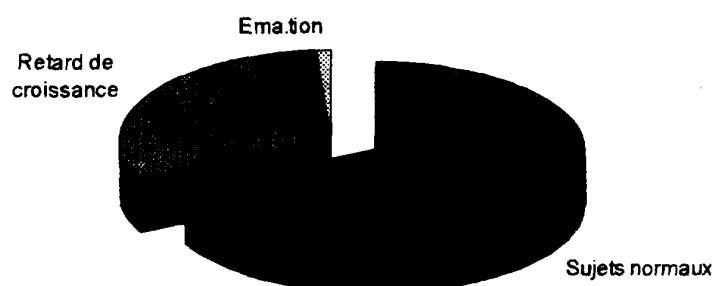
Au niveau de la zone, environ 1200 enfants ont été pesés et mesurés sur l'ensemble des quatre passages. On y compte environ 61 % d'enfants de 2 à 5 ans et 39 % des moins de 2 ans. C'est l'une des zones où le pourcentage de garçons suivis est inférieur à celui des filles (49% environ contre 51 % de filles: moyenne des deux derniers passages).

3.7.1 Etat nutritionnel des enfants selon la classification de Waterlow

L'analyse est faite à partir des deux indicateurs Poids/Taille et Taille/Âge. La zone des terres de barre est relativement moins touchée par la malnutrition par rapport à l'échantillon national. Ainsi, pour l'ensemble des enfants de moins de 5 ans, la moyenne du taux de malnutrition de la période d'étude est de 32 % environ contre 36% obtenu au niveau national. Cela n'est guère surprenant car il s'agit d'une zone de production vivrière, d'accès facile sur toute l'année et bénéficiant d'un circuit de distribution et d'échanges assez développé. Elle renferme certes un certain nombre de Sous-préfectures identifiées dans le temps comme zones à risque d'insécurité alimentaire ou de malnutrition. Certaines de ces localités ont bénéficié ou sont en voie de bénéficier de programme d'interventions appropriées.

On dénombre au niveau de ces cas de malnutrition, 26 % de cas de retard de croissance, 4,5 % d'enfants souffrant d'émaciation et moins de 2 % de malnutrition généralisée (retard de croissance + émaciation; voir graphique 3.10).

Graphique 3.10:
Répartition des enfants de moins de 5 ans selon leur état nutritionnel
au niveau de la zone des terres de barre



Cette forte proportion d'enfants souffrant de retard de croissance est un phénomène également observé sur le plan national. C'est le reflet de la mauvaise condition de vie des ménages qui caractérise la plupart des pays en voie de développement.

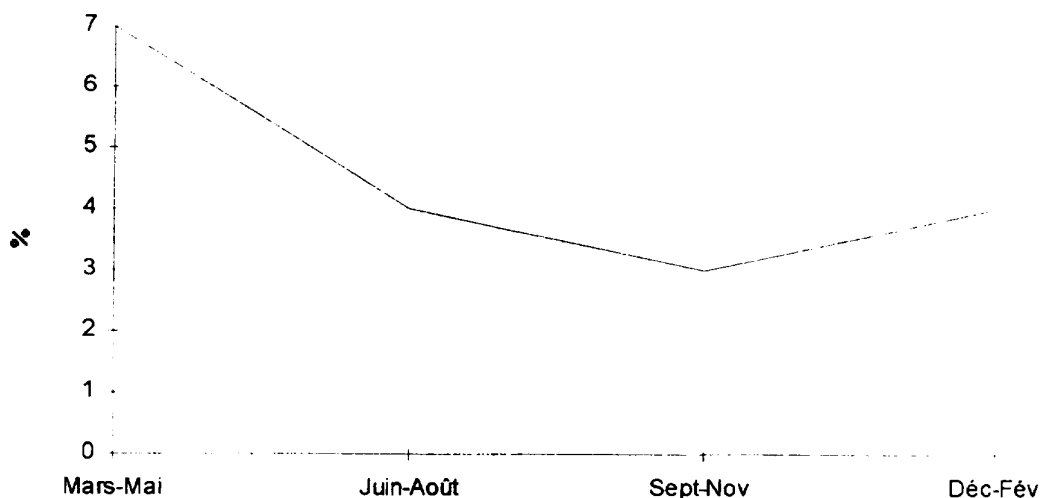
L'étude saisonnière de la malnutrition montre que la période la plus difficile au niveau de la zone est celle du premier passage de Mars à Mai qui coïncide avec la période de soudure où il y a moins de disponibilités alimentaires (les ménages sont plus dépendants du marché) et également beaucoup de travaux agricoles (préparation des sols et installation des cultures) entraînant une disponibilité assez limitée des parents à s'occuper à la fois des soins et de l'alimentation des enfants (voir tableau 3.23 et graphique 3.11). On pourrait évoquer également une mauvaise répartition des repas à l'intérieur des ménages mais surtout le manque de repas spécifiques aux enfants. Ils sont soumis au plat familial qui reste pendant cette période dominé par le manioc qui est un aliment pauvre en protéines.

Tableau 3.23
Evolution de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans
de la zone des terres de barre selon la classification de Waterlow

Etat nutritionnel	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév95	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Sujets normaux	197	65.4	200	69.4	200	70,2	197	68.6	794	68.4
Sujets accusant un retard statural	80	26.6	71	24.7	73	25.6	74	25.8	298	25.7
Sujets émaciés	21	7.0	10	3.5	9	3.2	12	4.2	52	4.5
Sujets accusant un retard statural et émaciés	2	0.7	7	2.4	3	1.0	4	1.4	16	1.4
Sujets examinés	301	99.7	288	100,0	285	100,0	287	100,0	1161	100,0

Source: PNUD - MDR, ECVR 1994 - 1995

Graphique 3.11:
Evolution du pourcentage des enfants de moins de 5 ans émaciés
au niveau de la zone des terres de barre



L'étude par sexe indique, pareillement aux autres zones, que les garçons de moins de 5 ans sont relativement plus atteints par la malnutrition que les filles. En effet, sur les deux derniers passages, on note 34 % de malnutris chez les garçons contre 27 % au niveau des filles (voir tableau 3.24). C'est le phénomène de l'écosensitivité du sexe féminin par rapport au sexe masculin, qui se manifeste au niveau de la zone dès le jeune âge. C'est-à-dire qu'aux conditions difficiles égales, les femmes résistent mieux que les hommes.

Tableau 3.24
Etat nutritionnel des enfants de moins de 5 ans de la zone des terres de barre
selon le sexe au cours des deux derniers passages

Etat nutritionnel	Sept. 94 - Fév. 95		Sept. 94 - Fév. 95	
	Garçons		Filles	
	Nombre	%	Nombre	%
Enfants normaux	186	65.8	211	73.1
Enfants accusant un retard statural	81	28.6	66	22.8
Enfants émaciés	10	3.5	11	3.8
Enfants accusant un retard statural et émaciés	6	2.1	1	0.3
Total enfants examinés	283	100.0	289	100

Source: PNUD - MDR, ECVR 1994 - 1995

La tranche d'âge de 2-5 ans paraît plus touchée par la malnutrition que les plus jeunes enfants de moins de 2 ans notamment par le retard de croissance (28 % des enfants de 2-5 ans contre 22 % des moins de 2 ans). L'émaciation, par contre, diminue avec l'âge et passe de 5,3% au niveau des enfants de moins de 2 ans à 3,9% dans le groupe des enfants de 2 à 5 ans (voir tableau 3.25).

Le faible pourcentage d'émaciation (3,9%) avec un fort taux de retard de croissance (28%) au niveau des enfants de 2 à 5 ans fait penser tout comme dans les autres zones et au

niveau national, au phénomène que Ramos Galvan a qualifié « d'homéorrhèse ». Autrement dit, les enfants de la zone au fur et à mesure de leur développement accusent un retard de croissance qui est une adaptation physiologique liée soit à des épisodes répétés de malnutrition sévère, soit à une malnutrition chronique de sorte qu'ils arrivent à établir un équilibre entre leur taille retardée et leur poids. Les valeurs du poids et de la taille obtenues entre 2 et 5 ans sont toutes deux inférieures aux normes pour cet âge.

Il semble exister au niveau de la zone des terres de barre une relation entre la pauvreté et le taux de malnutrition. En effet, au niveau de l'ensemble des enfants de moins de 5 ans et sur la période d'investigation, on constate qu'il y a plus de cas de malnutrition au niveau des ménages pauvres qu'au niveau des enfants de ceux non pauvres surtout lorsqu'on considère le retard de croissance qui rend mieux compte des conditions de vie des ménages: 28,2 % de cas de retard statural au niveau des ménages pauvres contre 24,9 % au niveau des ménages non pauvres (voir tableau 3.25).

Tableau 3.25
Etat nutritionnel des enfants de la zone des Terres de Barre
selon les catégories socio-économiques

a. Enfants 0-2 ans au cours de l'étude

Etat nutritionnel	Non pauvres		Vulnérables		Pauvres		TOTAL	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Normaux	156	70.0	48	69.6	114	72.6	318	70.8
Retard statural	47	21.1	15	21.7	36	23.0	98	21.8
Emaciation	16	7.2	5	7.2	3	1.9	24	5.3
Retard + émaciation	4	1.8	1	1.4	4	2.5	9	2.0
Total enquêté	223	100.0	69	100.0	157	100.0	449	100.0

b. Enfants 2-5 ans au cours de l'étude

Etat nutritionnel	Non pauvres		Vulnérables		Pauvres		TOTAL	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Normaux	240	68.4	70	70.0	162	63.5	472	66.9
Retard statural	96	27.3	23	23.0	80	31.4	199	28.2
Emaciation	12	3.4	6	6.0	10	3.9	28	3.9
Retard + émaciation	3	0.9	1	1.0	3	1.2	7	1.0
Total enquêté	351	100.0	100	100.0	255	100.0	706	100.0

c. Enfants 0-5 ans au cours de l'étude

Etat nutritionnel	Non pauvres		Vulnérables		Pauvres		TOTAL	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Normaux	396	69.0	118	69.8	276	67.0	790	68.4
Retard statural	143	24.9	38	22.5	116	28.2	297	25.7
Emaciation	28	4.9	11	6.5	13	3.2	52	4.5
Retard + émaciation	7	1.2	2	1.2	7	1.7	16	1.4
Total enquêté	574	100.0	169	100.0	412	100.0	1155	100.0

Source: PNUD - MDR, ECVR 1994 - 1995

3.7.2 Quelques indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans

L'incidence de la rougeole dans la zone est élevée par rapport au niveau national (14,1% contre 6,6% au niveau national). Le nombre de cas augmente progressivement entre Mars-Mai (16,3 %) pour atteindre le pic de 19,2 % en Juin-Août (tableau 3.26)

Il n'existe pratiquement pas de poliomyélite dans la zone (4 cas sur 1160 enfants).

Les maladies diarrhéiques touchent 23 % des enfants de moins de 5 ans avec la période de Mars-Mai comme point culminant où on enregistre jusqu'à 33 % de cas de diarrhée (voir tableau 3.26).

L'utilisation de la TRO (SRO + SSS) dans la zone n'est pas négligeable par rapport à la situation nationale. En effet, au cours des deux derniers passages de l'ECVR, on constate que 37 % en moyenne des cas de diarrhées ont été traités par la TRO (tableau 3.28).

Tableau 3.26
Evolution des indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans
de la zone des terres de barre

Etat sanitaire	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94 - Fév.95	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Sujets ayant fait la rougeole	49	16.3	55	19.2	26	9.1	33	11.5	163	14.1
Sujets ayant fait la poliomyélite	3	1.0	0	0.0	0	0.0	1	0.3	4	0.3
Sujets ayant fait la diarrhée dans les derniers 15 jours	99	32.9	55	19.2	54	19.0	61	21.2	269	23.2
Sujets recensés	301		287		285		287		1160	

Source: PNUD - MDR, ECVR 1994 - 1995

Tableau 3.27
Indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans de la zone des terres de barre
selon le sexe au cours des deux derniers passages

Etat sanitaire	Sept. 94 - Fév. 95 Garçons		Sept.94 - Fév.95 Filles	
	Nombre	%	Nombre	%
Enfants ayant fait la rougeole	32	11.3	27	9.3
Enfants ayant fait la poliomyélite	1	0.3	0	0.0
Enfants ayant fait la diarrhée dans les derniers 15 jours	48	17.0	67	23.2
Total enfants recensés	283		289	

Source: PNUD - MDR, ECVR 1994 - 1995

3.7.3 Utilisation des services socio-sanitaires

Au niveau de la zone, les accouchements assistés par du personnel qualifié sont relativement meilleurs que la moyenne nationale (64 % environ contre 46 % au niveau national). Ce résultat s'explique par la couverture non négligeable en infrastructures socio-sanitaires et par la volonté de la population de fréquenter les structures disponibles même dehors de la zone.

Les taux de couverture vaccinale sont presque au niveau des moyennes nationales de l'étude (48,7 % pour le VAR et 51,3 % pour DTC3). En effet, dans la zone des terres de barre 48 % des enfants de 12-24 mois sont vaccinés contre la rougeole et 54 % du groupe cible ont fait la troisième dose du vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche.

Le pourcentage de suivi de la croissance des enfants de moins de 2 ans de la zone est de 32%; ce qui est un peu en dessous du taux national de 37% (tableau 3.28).

Tableau 3.28
Utilisation de certaines pratiques sanitaires auprès des enfants de la zone
des Terres de Barre au cours des deux derniers passages

Autres indicateurs de santé	Garçons		Filles		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Enfants de moins de 5 ans						
Sujets ayant été traités pour la diarrhée par TRO (1)	9	18.7	33	49.3	42	36.5
Sujets nés à la maternité	180	63.6	185	64.0	365	63.8
Sujets recensés de moins de 5 ans	283		289		572	
Enfants de moins de 2 ans						
Sujets vaccinés contre la rougeole (2)	32	46.4	28	50.9	60	48.4
Sujets ayant reçu la 3ième dose du DTC (2)	33	47.8	34	61.8	67	54.0
Sujets non suivis dans un centre de suivi de la croissance (3)	84	69.4	71	65.7	155	67.7
Sujets recensés de moins de 2 ans	121		108		229	

Source: PNUD - MDR, ECVR 1994 - 1995

- (1) Le pourcentage se rapporte au nombre d'enfants de moins de 5 ans ayant eu la diarrhée indiqué aux deux tableaux précédents.
- (2) Le pourcentage se rapporte au groupe cible, soit les enfants de 12 à 24 mois.
- (3) Le pourcentage se rapporte aux sujets étudiés, soit les enfants de moins de 2 ans.

En cas de maladies, les membres des ménages ruraux de la zone ont plus recours à l'automédication (28,5%). Cette forte proportion d'automédication est liée à la pauvreté, à la vente illicite des médicaments sous nom générique, à l'ouverture des villages de la zone sur les villes. La médecine moderne vient qu'au second rang (24,7%). Viennent ensuite les plantes médicinales (19,2%) et la pratique des deux médecines à la fois (14,2%). Contrairement, à ce qu'on peut penser, les membres malades utilisent très peu la médecine traditionnelle (12% environ; voir tableau 3.29).

On note des différences fondamentales entre les ménages pauvres et non pauvres. En effet, on constate que les ménages pauvres préfèrent se soigner eux-mêmes que d'aller vers la médecine moderne ou vers les tradithérapeutes. Ainsi, ils ont plus recours à l'automédication et aux plantes médicinales que les ménages non pauvres (respectivement 35,4% et 22,2% contre

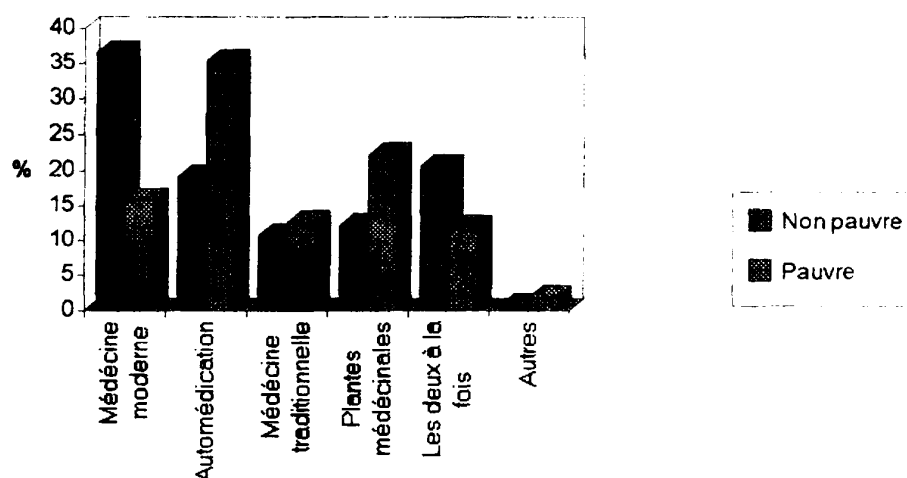
19,1% et 12,2% au niveau des ménages non pauvres). Inversement, les ménages non pauvres privilégient la médecine moderne que les ménages pauvres (voir graphique 3.12). Ainsi, il semble bien que l'accès à la médecine moderne est une question de revenu.

Tableau 3.29
Recours aux soins de santé des membres des ménages selon les différentes catégories socio-économiques de la zone des Terres de Barre

Type de soins	Non-Pauvres		Vulnérables		Pauvres		Total	
Médecine moderne	48	36,6	12	21,8	25	15,8	85	24,7
Médecine traditionnelle	14	10,7	7	12,7	20	12,7	41	11,9
Les 2 à la fois	27	20,6	3	5,5	19	12,0	49	14,2
Automédication	25	19,1	17	30,9	56	35,4	98	28,5
Plantes médicinales	16	12,2	15	27,3	35	22,2	66	19,2
Autres	1	0,8	1	1,8	3	1,9	5	1,5
Total	131	100,0	55	100,0	158	100,0	344	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Graphique 3.12 :
Recours aux soins de santé des membres des ménages ruraux selon les catégories socio-économique au niveau de la zone des terres de barre



3.8 Niveau et accès à l'éducation des ménages ruraux

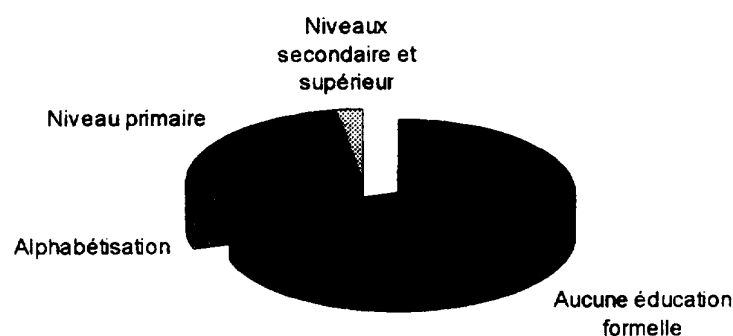
Un autre volet important de la caractérisation des pauvres est l'éducation. En terme de niveau d'éducation, 70 % des membres des ménages n'ont reçu aucune éducation formelle et peuvent être considérés comme analphabètes. Seuls 25 % des membres des ménages ont fréquenté une fois l'école primaire. Les pourcentages des autres niveaux d'éducation sont minimales (voir tableau 3.30 et graphique 3.13).

Tableau 3.30.
Niveau d'éducation des membres des ménages
de la zone des terres de barre selon la catégorie socio-économique des ménages

Niveau d'éducation	Non-pauvres		Pauvres		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Aucune éducation formelle	268	70,7	401	70,2	878	70,4
Reçu une alphabétisation fonctionnelle	8	2,1	13	2,3	23	1,8
Reçu une alphabétisation en arabe	2	0,5	4	0,7	7	0,6
Fréquenté l'école primaire	93	24,5	142	24,9	311	24,9
Fréquenté l'école secondaire au premier cycle	8	2,1	11	1,9	27	2,2
Fréquenté l'école secondaire au deuxième cycle	0	0,0	0	0,0	1	0,1
Fréquenté l'enseignement supérieur	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Total Membres	379	100,0	571	100,0	1247	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Graphique 3.13:
Répartition des membres des ménages ruraux de la zone
des terres de barre selon leur niveau d'éducation



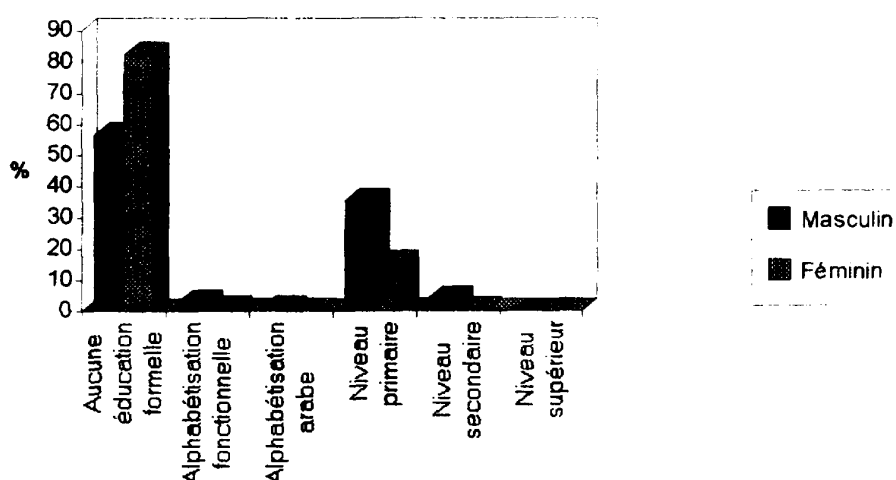
La situation au niveau de l'éducation varie selon la catégorie socio-économique du ménage et le sexe des membres des ménages. Ainsi, le pourcentage de membres analphabètes diminue avec le niveau de richesse alors que celui de membres ayant fréquenté l'école primaire augmente (voir tableau 3.30). L'analphabétisme est plus prononcé chez les femmes (83 %) que chez les hommes (56 %). Il en est de même pour la fréquentation de l'école primaire : 35 % des hommes contre 16 % des femmes (voir tableau 3.31 et graphique 3.14). Cette différence observée entre genres provient du fait qu'il existe des facteurs sociologiques dans les milieux ruraux qui limitent la fréquentation des institutions de formation formelle par les femmes. Pour accroître la fréquentation de l'école par les filles, il faut dans un premier temps éliminer les facteurs sociologiques contraignants par une sensibilisation des parents aux bienfaits de l'instruction. Toutefois, l'adaptation des formations aux besoins réels des ruraux et à la situation économique actuelle du pays est nécessaire pour convaincre les ménages ruraux.

Tableau 3.31
Niveau d'éducation des membres des ménages
de la zone des terres de barre selon le sexe

Niveau d'éducation	Masculin		Féminin		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Aucune éducation formelle	335	56,8	543	82,6	878	70,4
Reçu une alphabétisation fonctionnelle	17	2,9	6	0,9	23	1,8
Reçu une alphabétisation en arabe	6	1,0	1	0,2	7	0,6
Fréquenté l'école primaire	208	35,3	103	15,7	311	24,9
Fréquenté l'école secondaire au premier cycle	23	3,9	4	0,6	27	2,2
Fréquenté l'école secondaire au deuxième cycle	1	0,2	0	0,0	1	0,1
Fréquenté l'enseignement supérieur	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Total Membres	590	100,0	657	100,0	1247	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Graphique 3.14:
Niveau d'éducation des membres des ménages ruraux
de la zone des terres de barre selon le sexe



Parmi les enfants d'âge scolaire, la situation est relativement meilleure par rapport à la moyenne d'ensemble. Le taux moyen de scolarisation est de 36 %. Il baisse avec le niveau de pauvreté (40 % chez les non pauvres et 33,3 % chez les pauvres) (voir tableau 3.32 et graphique 3.15). En ce qui concerne les autres ordres d'enseignement, les taux sont minimes ou nuls.

Graphique 3.15:
Taux de scolarisation des enfants de la zone des terres de barre
selon les catégories socio-économiques des ménages ruraux

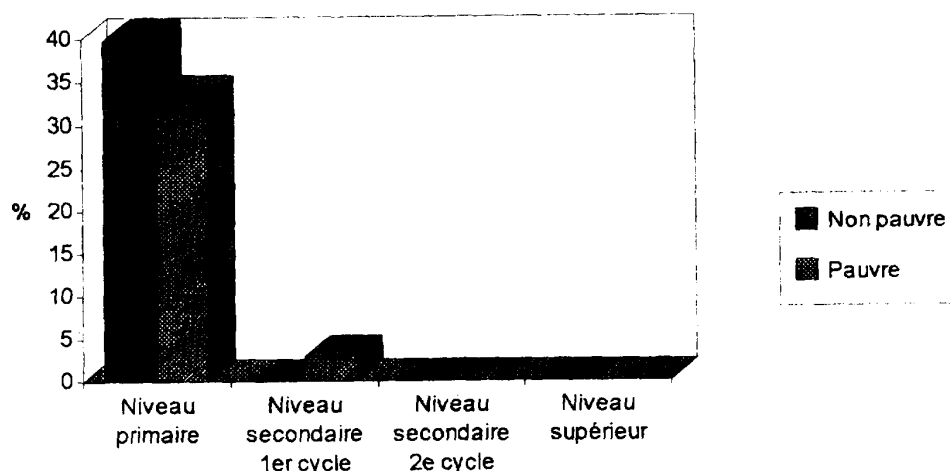


Tableau 3.32
Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages
de la zone des terres de barre selon la catégorie socio-économique des ménages

Niveau d'instruction	Non-pauvres		Pauvres		Total	
	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
* Niveau primaire	37	39,8	59	33,3	130	36,0
* Niveau secondaire premier cycle	0	0,0	2	2,9	2	1,4
* Niveau secondaire deuxième cycle	0	0,0	0	0,0	0	0,0
* Niveau supérieur	0	0,0	0	0,0	0	0,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.33
Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages
de la zone des terres de barre selon le sexe de l'enfant

Niveau d'instruction	Garçons		Filles		Total	
	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
* Niveau primaire	87	44,4	43	26,1	130	36,0
* Niveau secondaire premier cycle	2	2,4	0	0,0	2	1,4
* Niveau secondaire deuxième cycle	0	0,0	0	0,0	0	0,0
* Niveau supérieur	0	0,0	0	0,0	0	0,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Les principales raisons évoquées pour expliquer la non scolarisation des enfants sont dans l'ordre d'importance l'âge jugé insuffisant (22 %), le coût trop élevé des études (15 %) et la nécessité de travailler (8 %) sans oublier les autres raisons d'ordre sociologique (tabou, interdits, moeurs et coutumes surtout au niveau des filles; voir tableau 3.34 et graphique 3.16). Les raisons évoquées montrent d'une part l'ignorance des ménages ruraux de la réglementation en matière d'éducation et d'autre part la prise en compte de l'environnement socio-économique dans leur prise de décisions. En effet, le fait de ne pas mettre les enfants de plus de 5 ans à l'école primaire relève de l'ignorance qu'il convient de combler pour améliorer le

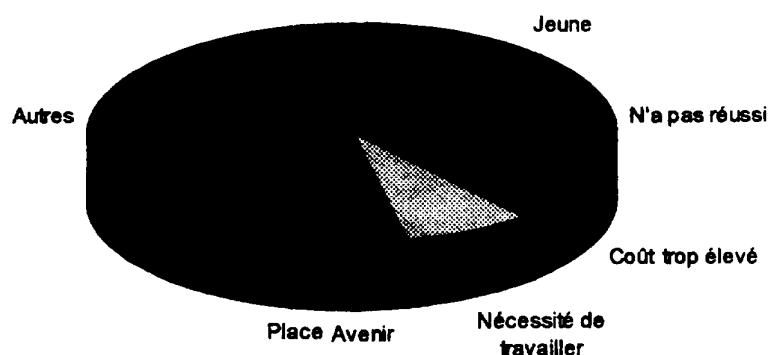
niveau d'instruction des enfants. Ceux qui entrent dans le système très tardivement ont relativement peu de chance d'en sortir avec un parchemin. Par ailleurs, la citation du coût de scolarisation et de la nécessité de travailler comme raisons de non scolarisation des enfants procède de la situation actuelle caractérisée par un renchérissement du coût de l'éducation suite à la dévaluation du franc CFA et le chômage des diplômés. Toute chose qui constitue un facteur de découragement.

Tableau 3.34
Raisons de non-scolarisation des enfants de 5 à 14 ans des ménages
de la zone des terres de barre selon leur sexe

Raisons de non scolarisation	Masculin		Féminin		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Jeune	43	28,1	28	17,1	71	22,4
N'a pas réussi	4	2,6	1	0,6	5	1,6
Coût trop élevé	24	15,7	24	14,6	48	15,1
Nécessité de travailler	9	5,9	15	9,1	24	7,6
Pas d'avenir	5	3,3	13	7,9	18	5,7
Manque de place	1	0,7	6	3,7	7	2,2
Autre	67	43,8	77	47,0	144	45,4
Total	153	100,0	164	100,0	317	100,0

Source PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Graphique 3.16:
Raisons de non scolarisation des enfants de la zone des terres de barre



3.9 Patrimoine des ménages ruraux

En milieu rural des terres de barre, l'habitat est fortement dominé par les maisons avec mur en terre (97 %), soit couvertes de tôles (63 %), soit en paille (34 %). Les maisons en agglomérés et toit en tôle sont presque inexistantes dans le milieu rural de la zone (3%). La forte présence des maisons couvertes de tôle témoigne de la modernisation de l'habitat dans la zone. Il passe de l'habitat traditionnel vers l'habitat intermédiaire. Les revenus provenant des activités non agricoles contribuent certainement à l'amélioration de l'habitat dans la zone. L'utilisation des tôles pour couvrir les maisons est une pratique qui se retrouve aussi bien chez les ménages pauvres que les non pauvres. Par contre, les quelques rares maisons avec mur en agglomérés et toit en tôle rencontrées appartiennent presque exclusivement aux ménages non pauvres (voir tableau 3.35).

En dehors des greniers et des porcheries qu'on retrouve dans les ménages à raison d'une unité pour trois (3) ménages, les autres installations fixes sont quasiment inexistantes dans le patrimoine des ménages (voir tableau 3.36).

Tableau 3.35
Nombre moyen et pourcentage des maisons selon le type et la catégorie socio-économique des ménages de la zone des terres de barre

Type de maison	Non Pauvre		Pauvres		Nombre moyen de maisons	% du total des maisons
	Nombre moyen de maisons	% du total des maisons	Nombre moyen de maisons	% du total des maisons		
Maison avec murs en agglomérés et toit en tôle	.08	5.83	.02	1.00	.05	2.86
Maison avec murs en terre et toit en tôle	.86	64.08	1.21	63.88	1.09	62.99
Maison avec murs en terre et toit en paille	.40	30.10	.66	35.12	.59	34.15
Total	1.34	100.00	1.89	100.00	1.73	100.00

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.36
Nombre moyen et pourcentage des installations fixes selon le type et la catégorie socio-économique des ménages de la zone des terres de barre

Autres installations fixes	Non Pauvre		Pauvres		Nombre recensé	Nombre moyen
	Nombre recensé	Nombre moyen	Nombre recensé	Nombre moyen		
Etable			7	.04	7	.02
Bergerie	7	.09	14	.09	27	.10
Grenier	18	.25	55	.35	86	.30
Porcherie	20	.26	36	.23	74	.26
Aire de séchage	2	.03	9	.06	12	.04
Magasin de stockage	3	.04	1	.01	5	.02
Trou à poissons	1	.01			1	.00
Autres installations	15	.19	17	.11	41	.15

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

En ce qui concerne l'équipement et le petit matériel agricole, seuls les petits matériels agricoles (houes, machettes, etc) se retrouvent dans tous les ménages ruraux. Ce sont des instruments rudimentaires qu'un ménage agricole doit nécessairement posséder. Très peu de ménages sont propriétaires des autres équipements et matériels agricoles: moins de 5 unités de chaque type pour 100 ménages en moyenne (voir tableau 3.37). Bien qu'une partie de la zone soit productrice de coton, les équipements et matériels nécessaires à la pratique de cette culture ne sont pas possédés par les ménages. Ils empruntent souvent ceux du CARDER.

Parmi les équipements ménagers et de transport, le foyer traditionnel, le poste radio et la bicyclette sont les équipements les plus répandus. On en dénombre respectivement 0,60; 0,48 et 0,55 en moyenne par ménage, soit au moins 1 pour deux ménages. Il semble que la bicyclette et la moto ne constituent pas une marque de richesse. Par contre, la radio reste un bien "de luxe" et les non pauvres en possèdent plus fréquemment que les pauvres (voir tableau 3.38).

Tableau 3.37
Nombre moyen par type d'équipement agricole possédé
par le ménage rural de la zone des terres de barre

Equipement et matériel agricole	Non Pauvre		Pauvres		Nombre recensé	Nombre moyen
	Nombre recensé	Nombre moyen	Nombre recensé	Nombre moyen		
Canadien			1	.01	1	.00
Appareil de traitement	2	.03	11	.07	16	.06
Tracteur			1	.01	1	.00
Rapeuse manuelle	4	.05	5	.03	10	.04
Petit matériel à moteur			1	.01	1	.00
Décortiqueuse			3	.02	4	.01
Filet	6	.08			6	.02
Fumoir	8	.10	6	.04	16	.06
Nasse	1	.01			1	.00
Autres matériels agricoles	158	2.05	414	2.62	681	2.41

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.38
Nombre moyen par type d'équipement ménager possédé
par le ménage rural de la zone des terres de barre

Equipement ménager et de transport	Non Pauvre		Pauvres		Nombre recensé	Nombre moyen
	Nombre recensé	Nombre moyen	Nombre recensé	Nombre moyen		
Moulin à moteur	2	.03	1	.01	5	.02
Foyer amélioré	7	.09	5	.03	15	.05
Foyer traditionnel	47	.61	90	.57	169	.60
Réchaud à pétrole	16	.21	10	.06	30	.11
Poste radio	46	.60	64	.41	136	.48
Téléviseur					3	.01
Magnétoscope	1	.01			3	.01
Groupe électrogène			1	.01	3	.01
Mobylette/Moto	11	.14	17	.11	37	.13
Bicyclette	43	.56	88	.56	156	.55
Automobile/camionnette	1	.01	1	.01	2	.01
Autres équipement ménagers	394	5.12	779	4.93	1404	4.98

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

L'aviculture est le type d'élevage le plus important dans la zone. Les ménages possèdent environ 11 poulets en moyenne chacun quelle que soit la catégorie socio-économique. En plus de l'aviculture, les ménages ruraux de la zone élèvent aussi les caprins et les porcins mais dans une moindre mesure: 1,9 et 1,5 en moyenne respectivement par ménage (voir tableau 3.39) . En ce qui concerne les bovins, l'enquête révèle que les pauvres en possèdent plus que les non pauvres. La raison essentielle est que la pratique du confiage du troupeau à autrui qui est une méthode assez utilisée par ces derniers n'a pas été cerné par l'enquête.

Tableau 3.39
Nombre moyen par espèce d'animaux possédés
par le ménage rural de la zone des terres de barre

Espèces animales	Non Pauvre		Pauvres		Nombre recensés	Nombre moyen par ménage
	Nombre recensé	Nombre moyen par ménage	Nombre recensé	Nombre moyen par ménage		
Bovins	2.00	.03	14.00	.09	17.00	.06
Ovins	26.00	.34	88.00	.56	155.00	.55
Caprins	153.00	1.99	289.00	1.83	538.00	1.91
Porcins	107.00	1.39	263.00	1.66	417.00	1.48
Poulets	922.00	11.97	1805.00	11.42	3188.00	11.30

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

IV. PROBLEMES DES MENAGES RURAUX ET SOLUTIONS ADOPTEES

Cette section traite des difficultés rencontrées et des stratégies adoptées par les ménages ruraux dans le cadre des activités quotidiennes qu'ils mènent dans la zone en vue d'améliorer leurs conditions de vie. L'analyse met en évidence les différences et les similitudes dans les attitudes et les perceptions existant d'une part entre chefs de ménages hommes et les femmes et d'autre part entre les ménages pauvres et non pauvres.

4.1. Difficultés des chefs de ménage hommes et des femmes en milieu rural

Au classement des difficultés par secteur des chefs ménages hommes, se place largement en tête le secteur de la production végétale (55%), suivi du secteur de la production animale (25 %), ensuite le secteur de la transformation agro-alimentaire (9 %) enfin celui du commerce et de l'environnement (5 %). La chasse, la pêche et la pisciculture ont des scores très faibles car ce sont des secteurs marginaux dans la zone des terres de barre.

Au niveau des femmes, le classement comprend par ordre décroissant, le secteur de la production végétale (34 %), la transformation agro-alimentaire (23 %), l'élevage (23 %) et le commerce (17 %). On en déduit que pour les femmes, la production végétale est également un secteur prioritaire et que la chasse, la pêche et la pisciculture sont marginales dans la zone des terres de barre.

Les chefs de ménages hommes se préoccupent plus des secteurs de la production végétale que les femmes. Par contre, les femmes priorisent plus les secteurs de la transformation agro-alimentaire et du commerce que les hommes.

Compte tenu des écarts observés au niveau des différents scores, les problèmes à régler prioritairement selon les chefs de ménages hommes sont ceux qui concernent la production végétale, puis la production animale. S'agissant des femmes, l'ordre des priorités est la production végétale, la transformation, l'élevage et le commerce.

D'après le tableau 4.1 extrait de l'ensemble des difficultés citées par les chefs de ménage hommes, six (6) sur les dix (10) principales difficultés concernent la production végétale, trois (3) l'élevage et une (1) est relative à la transformation agro-alimentaire. Suivent au cinquième et sixième rangs le facteur capital avec le manque de crédit et les intrants agricoles dont le coût est jugé élevé. Les principaux problèmes pour l'élevage sont le vol d'animaux (quatrième rang) et la disponibilité des aliments pour le bétail.

Au niveau des difficultés citées par les femmes, quatre (4) sur dix (10) portent sur la production végétale, trois (3) sur la transformation agro-alimentaire, deux (2) sur l'élevage et 1 sur les activités commerciales. Toutefois la première priorité des femmes est la transformation agro-alimentaire (9 %). Le problème le plus important à régler est le *manque de matériels adaptés* dans ce secteur d'activités. Les principaux problèmes des chefs de ménage hommes dans le secteur de la production végétale sont par ordre d'importance *l'appauvrissement du sol*, la *pénibilité du travail agricole manuel*, la *pénurie de terre* et le *manque de crédit*. Dans les secteurs où les femmes sont particulièrement actives, notamment la transformation agro-alimentaire et le commerce, les problèmes *d'approvisionnement en matières premières*, de *marges réduites* constituent les principales préoccupations. Le problème de marges réduites s'expliquent en réalité par un manque de fonds de roulement.

Tableau 4.1
Principales difficultés citées par les Chefs de ménage hommes

Secteur	Difficulté	Nombre de citations	% du total de citations
Production végétale	Appauvrissement du sol	79	10.7
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	54	7.3
Production végétale	Pénurie de terre	54	7.3
Elevage	Vol d'animaux	47	6.3
Production végétale	Manque de crédit	45	6.1
Production végétale	Coût des intrants élevé	40	5.4
Elevage	Problème de disponibilité d'alimentation	32	4.3
Production végétale	Coût élevé de la main-d'oeuvre	31	4.2
Transformation agro-alimentaire	Manque de matériels adaptés	24	3.2
Elevage	Problème de vaccination	22	3.0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 4.2
Principales difficultés citées par les femmes

Secteur	Difficulté	Nombre de citations	% du total de citations
Transformation agro-alimentaire	Manque de matériels adaptés	59	9.1
Elevage	Problèmes vol d'animaux	45	7.0
Production végétale	Appauvrissement du sol	38	5.9
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	36	5.6
Production végétale	Pénurie de terre	31	4.8
Transformation agro-alimentaire	Problème d'approvisionnement en matières premières	28	4.3
Transformation agro-alimentaire	Marge réduite	26	4.0
Activités commerciales	Problème débouché/écoulement	25	3.9
Elevage	Problème de disponibilité d'alimentation	25	3.9
Production végétale	Coût des intrants trop élevé	22	3.4

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

4.2 Difficultés des ménages ruraux non pauvres et pauvres

Il ressort des déclarations des ménages non pauvres que le classement par ordre décroissant des secteurs donne la production végétale (43%), l'élevage (21 %), la transformation agro-alimentaire (17 %), le commerce (13 %) et l'environnement (6 %).

Pour les ménages pauvres les priorités par ordre décroissant sont essentiellement les secteurs de la production végétale (48 %), de l'élevage (25 %), de la transformation agro-alimentaire (16 %) et le commerce (9 %). Le secteur de la production végétale constitue la principale préoccupation des ménages pauvres.

Les secteurs qui préoccupent les ménages pauvres et les ménages non pauvres suivent le même ordre à savoir : la production végétale, l'élevage, la transformation agro-alimentaire, le commerce, l'environnement, la chasse, la pêche et la pisciculture. Mais la production végétale et l'élevage sont plus préoccupants pour les ménages pauvres alors que les ménages non pauvres sont relativement plus soucieux des secteurs du commerce et de l'environnement.

Sur les dix premières difficultés citées par les ménages non pauvres, cinq concernent la production végétale, deux concernent l'élevage et la transformation agro-alimentaire et une est relative aux activités commerciales. Les problèmes les plus importants à résoudre selon les chefs des ménages non pauvres sont *l'appauvrissement du sol* (8,4% des citations) et *la pénibilité du travail agricole manuel* (8%) suivi du *problème de vol d'animaux* (6,9%) et du *manque de matériel adapté pour la transformation agro-alimentaire* (6,5%).

Au niveau des ménages pauvres, le secteur de la production végétale apparaît 6 fois sur 10, totalisant un score de 35 % et domine largement les préoccupations de ces ménages. Les problèmes les plus cités par les ménages pauvres sont dans l'ordre décroissant *l'appauvrissement du sol* (8,5%), *le coût des intrants trop élevé* (6,9%) et *la pénurie de terre* (6,7%) suivi du *manque de matériel adapté de transformation agro-alimentaire* (6,5%) et du *problème de vol d'animaux* (5,5%).

Par rapport aux ménages non pauvres, les ménages pauvres ont des difficultés assez similaires, mais leur rang diffère. Si les deux groupes identifient l'appauvrissement des sols comme leur principale difficulté, les pauvres ont plus de problèmes à payer leurs intrants, la main-d'œuvre et à accéder à la terre. Les ménages non pauvres étant plus riches, ont plus d'animaux que les pauvres et sont donc plus préoccupés par le problème de vols d'animaux.

Tableau 4.3
Principales difficultés citées par les ménages non pauvres

Secteur	Difficulté	Nombre de citations	% du total de citations
Production végétale	Appauvrissement du sol	39	8.4
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	37	8.0
Elevage	Problèmes de vol d'animaux	32	6.9
Transformation agro-alimentaire	Manque de matériels adaptés	30	6.5
Production végétale	Pénurie de terre	25	5.4
Production végétale	Manque de crédit	20	4.3
Production végétale	Coût élevé de la main-d'œuvre agricole	19	4.1
Elevage	Problème de disponibilité d'alimentation	15	3.2
Activités commerciales	Problème de débouché/écoulement	14	3.0
Transformation agro-alimentaire	Marge réduite	14	3.0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 4.4
Principales difficultés citées par les ménages pauvres

Secteur	Difficulté	Nombre de citations	% du total de citations
Production végétale	Appauvrissement du sol	43	8.5
Production végétale	Coûts des intrants trop élevé	35	6.9
Production végétale	Pénurie de terre	34	6.7
Transformation agro-alimentaire	Manque de matériels adaptés	33	6.5
Elevage	Problèmes de vol d'animaux	28	5.5
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	27	5.3
Production végétale	Manque de crédit	22	4.3
Elevage	Problème de disponibilité alimentaire	20	3.9
Production végétale	Coût élevé de la main-d'œuvre agricole	19	3.7
Transformation agro-alimentaire	Problème d'approvisionnement en matières premières	19	3.7

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

4.3 Causes des principales difficultés et solutions adoptées par les ménages pauvres et non pauvres

Cette section du rapport traite des stratégies des ménages ruraux. L'analyse porte sur les causes et les solutions adoptées par les ménages ruraux pauvres et non pauvres pour faire face aux principales difficultés qui affectent leurs activités économiques.

Les tableaux 4.5 et 4.6 présentent pour les quatre principales difficultés rencontrées par les ménages pauvres et non pauvres, les trois (3) causes majeures de ces difficultés et les solutions adoptées par les ménages pour réduire les effets de ces contraintes. Les colonnes pourcentages donnent l'importance relative de la cause ou de la solution retenue dans l'ensemble des causes et des solutions citées par difficulté. Trois principales causes et solutions seulement ont été retenues pour les fins de l'analyse ce qui explique que le total par difficulté peut être inférieur à 100 pourcent.

L'analyse de ces quatre principales difficultés sera complétée par celle de certaines autres déjà examinées dans la section précédente.

Tableau 4.5
Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux pauvres

Difficultés	Causes	%	Solutions adoptées	%
- Appauvrissement du sol	- Surexploitation des terres peu fertiles	75	- Utilisation d'engrais lorsque possible	22
	- Disponibilité insuffisante d'intrants au niveau local	9	- Techniques d'enrichissement des sols (jachère, fumure, etc)	19
	- Situation géographique et/ou caractéristiques du sol peu propices	2	- On fait ce qu'on peut avec ce qu'on a	19
- Pénibilité du travail agricole	- Manque de technologies économisant l'effort physique	51	- Utilisation de la main-d'oeuvre familiale	41
	- Environnement naturel hostile	26	- Limiter les superficies au minimum nécessaire à la satisfaction des besoins de base	27
	- Mauvais état de santé des membres du ménage	10	- Redoublement d'effort	18
	- Manque de moyens financiers			
	- Contraintes limitant l'adoption des technologies existantes			
- Coût des intrants trop élevé	- Conséquence de la dévaluation du franc CFA	27	- Réduction de l'utilisation des intrants	39
	- Disponibilité insuffisante d'intrants	24	- Recours à l'extérieur (ONG) pour trouver des substituts	19
	- Taxation formelle et informelle des intrants importés du Nigéria	18	- Techniques d'enrichissement du sol (fumure, composte, etc)	15
- Manque de matériels adaptés pour la transformation	- Manque de capital pour acheter l'équipement	42	- Utilisation des moyens rudimentaires	39
	- Manque de technologies adaptées	36	- On fait ce qu'on peut avec ce qu'on a	32
	- Surexploitation	6	- Location ou emprunt d'équipements à des amis	7

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 4.6
Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux non pauvres

Difficultés	Causes	%	Solutions adoptées	%
- Pénibilité du travail agricole manuel	- Manque de technologies économisant l'effort physique	49	- Utilisation de la main-d'oeuvre familiale	40
	- Environnement naturel hostile	22	- Redoublement d'effort	18
	- Manque de capital pour acheter de l'équipement agricole	10	- Limiter les superficies au minimum nécessaire à la satisfaction des besoins de base	13
- Problème de vol d'animaux	- Personne au chômage ou désœuvrées commettant des vols	43	- Surveillance accrue des bêtes	36
	- Règlement de comptes	16	- Abandon de l'élevage	28
	- Manque de moyens pour payer la garde des animaux	16	- Recours aux autorités pour régler les problèmes	12
- Appauvrissement du sol	- Surexploitation de terres peu fertiles	68	- Techniques d'enrichissement du sol (jachère, fumure, composte, etc)	32
	- Manque d'accès à des terres pour l'agriculture ou l'élevage	12	- On fait ce qu'on peut avec ce qu'on a	18
	- Disponibilité insuffisante d'intrants au niveau local	6	- Utilisation d'engrais	18
- Pénurie de terre	- Manque d'accès à des terres pour l'agriculture ou l'élevage	30	- Location ou emprunt de terres à des voisins	26
	- Manque de capital pour acheter ou louer des terres	24	- Redoublement d'effort sur les parcelles disponibles	22
	- Pression démographique	18	- Abandon de l'activité. Diversification	19

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

- Premier type de difficulté : L'appauvrissement des sols

Dans la zone, les ménages ruraux disposent en général de terres souvent dégradées et peu fertiles. Cela est reconnu par tous les ménages pauvres comme non pauvres qui pensent que l'environnement naturel leur est hostile. C'est cette situation, selon les ménages ruraux, qui les a conduit à une surexploitation des terres déjà peu fertiles, appauvrissant ainsi davantage les sols. Ils pensent également que cet appauvrissement est dû à la disponibilité insuffisante au niveau local des engrais.

Pour lutter contre l'appauvrissement de leurs sols, les ménages ruraux pratiquent des techniques d'enrichissement du sol (jachère, fumure) ou utilisent des engrais si possible. Parfois, ils sont aussi résignés: "on fait ce qu'on peut avec ce qu'on a".

- Deuxième type de difficulté : Pénibilité du travail agricole manuel

Pour l'ensemble des ménages ruraux (pauvres et non pauvres) les trois raisons ci-dessous expliquent cette difficulté qui, comme on l'a déjà vu, est très durement vécue par eux :

- * la non-disponibilité par eux de matériels techniques et des équipements pouvant leur permettre une économie d'effort physique ;
- * l'insuffisance de moyens financiers pour acquérir des équipements plus modernes;

- * l'insuffisance de main-d'oeuvre par rapport aux superficies des terres à cultiver;
- * le mauvais état de santé des membres des ménages.

Pour faire face à la pénibilité du travail, les ménages ruraux ont recours en premier, à la main-d'oeuvre familiale (on comprend mieux pourquoi ils estiment qu'avoir beaucoup d'enfants et de femmes contribuerait à améliorer leur bien-être), solution qu'ils combinent souvent avec la limitation des superficies à cultiver au minimum nécessaire à la satisfaction des besoins de base. En troisième lieu, les ménages non pauvres indiquent toutefois, qu'ils redoublent d'effort devant l'ardeur du travail tandis que les ménages pauvres sollicitent davantage l'aide des autres producteurs.

- **Troisième type de difficulté : Coût trop élevé des intrants agricoles**

Selon les ménages ruraux, la principale cause du coût élevé des intrants agricoles est la dévaluation du F.CFA qui a doublé le coût des engrais chimiques et des produits phytosanitaires importés. Une alternative pour certains ménages consiste à s'approvisionner en intrants à partir du Nigéria. Mais les taxes et les péages informels des agents de l'administration renchérissent les coûts de ces intrants. La troisième cause évoquée est la non disponibilité des intrants au niveau de certaines localités; la commercialisation des intrants n'étant pas rentable pour les commerçants dans lesdites localités.

Face aux coûts élevés des intrants agricoles, les ménages ruraux adoptent trois principales solutions à savoir premièrement la réduction des quantités d'intrants utilisés par unité de superficie. Cette première solution adoptée contribue à une faible productivité et par conséquent conduit les ménages ruraux dans un cercle vicieux de la pauvreté. La deuxième solution est de faire recours à l'extérieur notamment les ONG afin de trouver des substituts. Enfin, les ménages tentent la fumure organique (compostage, etc)

- **Quatrième type de difficulté : Manque de matériels adaptés pour la transformation agro-alimentaire**

Le manque de matériels adaptés pour la transformation agro-alimentaire vient d'une part du manque de capital nécessaire pour acheter l'équipement, même à crédit et d'autre part du manque de technologies adaptées aux conditions de fonctionnement en milieu rural et aux connaissances des ménages ruraux. Le peu de matériels disponibles est surexploité.

Pour remédier à cette difficulté les ruraux, notamment les femmes essayent de se débrouiller avec les moyens de bord (utilisation de moyens rudimentaires, location ou emprunt d'équipement chez des amis). Elles n'ont pas vraiment d'alternatives dans une situation de contraintes financières et de manque d'accès au crédit.

- **Cinquième type de difficulté : Problème de vol d'animaux/Manque de pâturage**

Selon les ménages ruraux, les vols d'animaux sont le fait d'une part de chômeurs ou des désœuvrés qui dans l'oisiveté tombent dans le banditisme ou résultent d'autre part des problèmes de règlement de compte ou conflits entre populations d'un même quartier ou village voire de la même zone. Certains membres des ménages pensent que c'est souvent l'oeuvre des transhumans étrangers qui emportent dans leurs troupeaux les bêtes qui sont au pâturage et souvent surveillées par des enfants. L'entrée de ces transhumans étrangers engendre une autre difficulté celle du manque de pâturage.

Les ménages ruraux sont le plus souvent résignés face à cet état de fait. Un certain nombre de ménages non pauvres essaient d'améliorer la surveillance des bêtes en prenant un gardien. Le recours aux autorités politico-administratives est relativement moins fréquent en raison de sa faible efficacité. Cependant ces dernières, en ce qui concerne la transhumance sont en train de prendre des mesures pour empêcher l'entrée des éleveurs étrangers.

- **Sixième type de difficulté : Pénurie de terre**

L'accès à la ressource terre est une contrainte majeure pour les ménages de la zone du fait de la pression démographique et du manque de capital pour acheter ou louer des terres. La disponibilité de terres fertiles est fortement limitée. Selon les ménages ruraux pauvres qui vivent le problème, la croissance démographique et la situation de leurs villages sont les principales causes de cette difficulté.

Pour y faire face, les ménages ruraux adoptent trois types de solutions:

- location ou emprunt de terre à des voisins;
- redoublement d'effort sur les parcelles disponibles (agriculture intensive);
- abandon de l'activité (diversification des activités)

- **Septième type de difficulté : Le manque de crédit**

Les ménages ruraux estiment qu'ils n'ont pas accès au crédit essentiellement parce qu'ils n'arrivent pas à réunir le capital minimum requis. En outre, les ménages pauvres pensent que cette situation serait également due à leur méconnaissance des mécanismes d'obtention de crédit.

Dans ce cas, une seule solution semble avoir été véritablement adoptée par les ménages ruraux : avoir recours à l'entraide mutuelle (pour l'emprunt d'argent ou d'équipement). Si cela n'est pas possible, ils « font ce qu'ils peuvent avec ce qu'ils ont ». Cette attitude des ménages ruraux de la zone pose clairement la question du financement du secteur rural.

- **Huitième type de difficulté : Coût élevé/Manque de main-d'oeuvre agricole**

Le manque d'accès au crédit et aux intrants agricoles fait en sorte que le principal facteur de production agricole reste la main-d'oeuvre. L'appauvrissement des sols a conduit à une augmentation des superficies cultivées pour compenser la baisse de productivité, ce qui demande plus de main-d'oeuvre. Il arrive souvent des périodes de pointe de demande excessive de main-d'oeuvre comme les périodes de récolte, de préparation et d'entretien des cultures surtout pendant la petite saison où les ménages disposent de très peu de temps pour réussir. Cette forte demande engendre un coût élevé pour la main-d'oeuvre salariée. Cela fait que les ménages pauvres subissent en particulier un manque de main-d'oeuvre car ils n'ont pas les moyens d'engager de la main-d'oeuvre salariée.

Face au coût élevé de la main-d'oeuvre agricole, les ménages ruraux essayent d'utiliser au maximum la main-d'oeuvre familiale (cela se ressent sur le taux de fréquentation et les raisons de non scolarisation des enfants). Cependant cette ressource fortement sollicitée a ses limites, ce qui amène les ménages à limiter les superficies au strict minimum. Il s'agit là d'une solution de survie qui de surcroît conduit à un cercle vicieux de la pauvreté.

- **Neuvième type de difficulté : Absence de débouchés pour l'écoulement des produits transformés**

Cette difficulté est liée essentiellement à l'enclavement de certaines localités, au manque de moyen de transport adéquat, à la méconnaissance des techniques de conservation puis au niveau bas des revenus des ménages de la zone. Ceci entraîne un déséquilibre entre l'offre et la demande de ces produits au niveau local; ce qui par surcroît réduit les marges bénéficiaires qui apparaît aussi comme une difficulté des femmes.

Face à cette difficulté aucune solution pertinente n'est adoptée au niveau de la zone sinon que la population se résigne.

En dehors du revenu beaucoup d'autres paramètres interviennent dans les conditions de vie des ménages tel qu'il apparaît dans l'énumération des difficultés. Indiscutablement les problèmes des ménages ruraux sont liés à trois paramètres majeurs à savoir:

- le niveau de formation de la population*
- l'accès aux services sociaux de base*
- l'accès aux ressources productives*

Comme on le constate à travers les problèmes qui viennent d'être évoqués par les ménages ruraux tant pauvres que non pauvres, c'est seulement le dernier paramètre qui est mis en cause par l'énumération des difficultés comme: pénurie de terre, appauvrissement des terres, manque de crédit, manque d'équipements et d'intrants agricoles, manque de matériels adaptés à la transformation agro-alimentaire, marge bénéficiaire réduite, pénibilité du travail agricole manuel, absence de débouchés pour l'écoulement des produits, etc.

Les mesures préconisées par ces ménages pour remédier aux problèmes ne sont pas pertinentes. Les ménages sont dans la plupart des cas résignés ou adoptent des solutions qui indéniablement les conduisent dans un cercle vicieux de la pauvreté. C'est pourquoi il est urgent de concevoir un programme raisonnable qui devra prendre en compte la résolution des problèmes afférents non seulement à ces trois paramètres mais également régler les problèmes d'environnement institutionnel c'est à dire susciter la participation communautaire. C'est à cette tâche que le chapitre 6 s'est attelé à travers la proposition d'un canevas de lignes d'orientations.

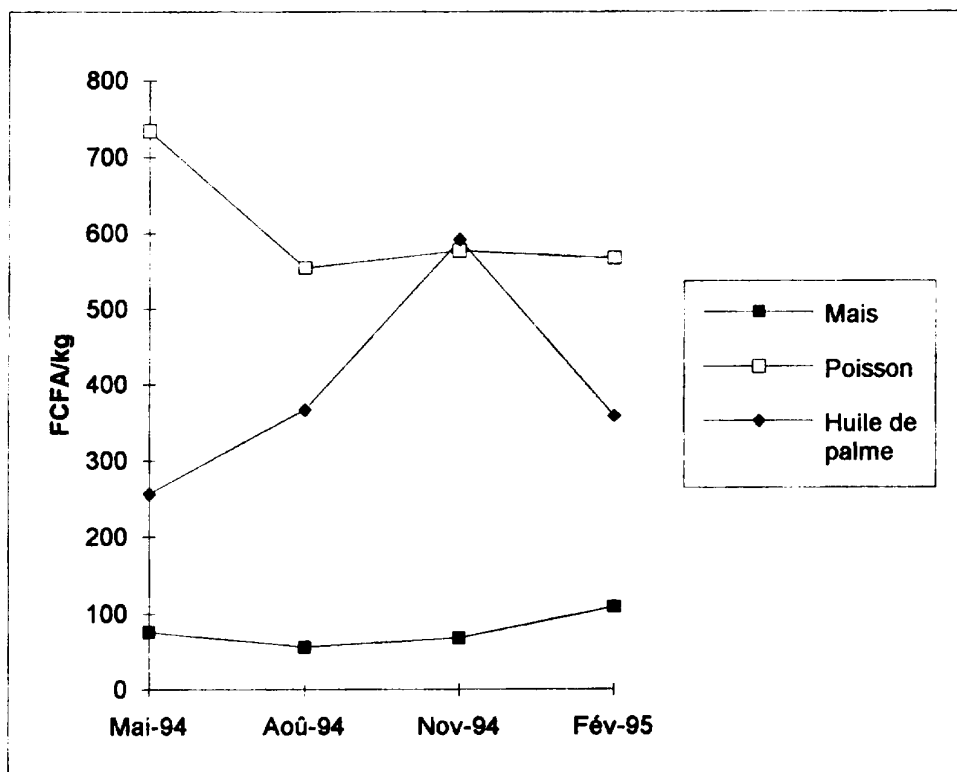
V. PRESENTATION DES RESULTATS D'UNE ENQUETE D'OPINION AUPRES DES MENAGES RURAUX SUR L'IMPACT DE LA DEVALUATION DU F.CFA

5.1 L'évolution des prix sur les marchés ruraux

Les données fournies par l'ECVR permettent une analyse détaillée par zone agro-écologique des prix des produits alimentaires sur les marchés ruraux de mai 1994 à février 1995. Ces données sont disponibles pour les quatre passages de l'ECVR, soit mai, août et novembre 1994 et février 1995. On s'intéresse d'une part aux fluctuations entre les différents passages et d'autre part à la tendance entre le premier et le quatrième passage.

Les fluctuations de prix ont varié de faibles (poisson) à fortes (maïs et huile de palme). La tendance annuelle est variable, de la baisse (poisson) à la hausse forte (maïs et huile de palme).

Graphique 5.1
Evolution des prix des principaux produits alimentaires consommés
dans la zone des terres de barre



Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.2 Impact de la dévaluation du FCFA sur la consommation alimentaire des ménages ruraux

La zone des terres de barre présente une situation proche de la moyenne nationale en termes de réaction globale de la consommation alimentaire à la dévaluation. La seule différence est la place plus importante des changements concernant l'huile de palme, reflétant son importance dans la consommation alimentaire de cette zone.

Tableau 5.1

Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la consommation de produits alimentaires par les ménages ruraux de la zone des terres de barre

Produits	% des citations par produit					Nombre total de citations	% total citations produits locaux
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable	Qualité à la baisse	Qualité à la hausse		
Maïs	38,5	20,0	32,8	5,6	3,1	195	26,2
Poisson	68,3	1,8	11,0	18,3	0,6	164	22,1
Haricot	68,7	10,4	16,5	1,7	2,6	115	15,5
Gari	21,2	43,4	25,3	5,1	5,1	99	13,3
Huile de palme	73,7	18,4	5,3	0,0	2,6	38	5,1
Produits locaux	53,9	14,1	20,7	8,3	2,9	757	100
Produits importés	81,3	0	2	14,3	2,3	343	NP
Total produits	62,5	9,7	14,9	10,2	2,7	1100	NP

NP: Non pertinent

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.3 Impact de la dévaluation du FCFA sur la consommation non alimentaire des ménages ruraux

Les rangs des postes de dépenses non alimentaires comme les fréquences des changements de consommation dans la zone des terres barre sont très proches de la moyenne nationale. Cependant les ménages ruraux de cette zone ont beaucoup moins souvent réduit la quantité des postes transport et surtout logement que dans l'ensemble du pays. Ils ont, par contre souvent réduit la qualité de leurs dépenses de logement.

Tableau 5.2

Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la consommation de produits non alimentaires par les ménages ruraux de la zone des terres de barre

Postes	% des citations par produit					% total citations produits non alimentaires
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable	Qualité à la baisse	Qualité à la hausse	
Habillement	50,6	0,9	3,6	41,6	3,3	27,2
Santé	44,7	5,0	20,2	28,9	1,2	26,2
Obligations sociales	32,6	3,2	27,6	33,9	2,7	18,0
Logement	41,9	2,2	36,3	16,2	3,4	14,6
Transport	27,2	0,0	35,3	35,3	2,3	14,1
Total	41,3	2,4	21,5	32,3	2,5	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.4 Impact de la dévaluation sur la production vivrière des ménages ruraux

Dans la zone des terres de barre, la dévaluation a eu un impact modéré négatif sur la production vivrière. La rentabilité des cultures vivrières a été affectée de manière similaire à la moyenne nationale avec 46% de citations à la hausse, 29% à la stabilité et 25% à la baisse. Par contre les quantités produites sont restées stables, voire réduites surtout pour le maïs (respectivement 42% et 40% des citations). Ceci peut s'expliquer de différentes manières. Premièrement, il faut garder à l'esprit que la rentabilité n'est pas la raison d'être de la culture vivrière qui est pratiquée avant tout pour l'auto-consommation, ce qui expliquerait la forte stabilité de la production. Deuxièmement, compte tenu de la pénibilité du travail agricole manuel, ils ont dû réduire leur quantité produite et donc leur fatigue tout en maintenant leur niveau de revenu.

Tableau 5.3
Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité
des cultures vivrières par les ménages ruraux de la zone des terres de barre

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Maïs	28,0	43,1	28,9	225	45,0
Manioc	15,8	41,1	43,2	95	19,0
Haricot	25,4	50,7	22,5	70	14,2
Arachide	26,3	60,5	13,2	38	7,6
Total	24,8	46,2	28,8	499	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 5.4
Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la production
des cultures vivrières par les ménages ruraux de la zone des terres de barre

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable		
Maïs	43,1	17,3	39,6	225	45,1
Manioc	32,6	12,6	54,7	95	19,0
Haricot	40,8	28,2	31,0	71	14,2
Arachide	36,8	18,4	44,7	38	7,6
Total	39,5	18,4	42,1	499	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.5 Impact de la dévaluation sur la production des cultures de rente des ménages ruraux

Dans la zone des terres de barre, la dévaluation a eu un impact assez mitigé sur la production de cultures de rente. La rentabilité de ces cultures a pourtant le plus souvent augmenté (73% des cas, soit 21% de plus que la moyenne nationale). Mais la production est restée stable au niveau agrégé. Pour le palmier à huile, ceci s'explique par la nature pérenne de cette culture. Pour l'arachide et pour le coton, certains ménages ont augmenté leur production, d'autres l'ont diminué et d'autres encore ont gardé leur niveau de production passé. Ces évolutions contradictoires laissent penser que les situations économiques des ménages peuvent varier à l'intérieur de la zone. Par exemple, les ménages situés près du Nigeria ont certainement un accès plus facile et moins coûteux à des intrants que les ménages situés près du Togo, ce qui influencerait la réponse de l'offre.

Tableau 5.5
Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité des cultures de rente par les ménages ruraux de la zone des barres de terre

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Palmier à huile	5,1	78,0	16,9	59	26,1
Arachide	7,5	77,5	15,0	40	17,7
Coton	26,3	73,7	0,0	38	16,8
Total	14,2	72,6	13,3	226	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 5.6
Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la production des cultures de rente par les ménages ruraux de la zone des terres de barre

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable		
Palmier à huile	25,9	13,8	60,3	58	25,9
Arachide	35,0	25,0	40,0	40	17,9
Coton	35,1	35,1	29,7	37	16,5
Total	36,2	28,6	35,3	224	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.6 Impact de la dévaluation sur les activités de transformation agro-alimentaire des ménages ruraux

Dans la zone des terres de barre, la dévaluation a eu un impact significatif sur les activités de transformation agro-alimentaire et même positif sur la rentabilité. En particulier la rentabilité du gari, du sodabi et de l'huile de palme ont augmenté tandis que celle de l'akassa est restée plus ou moins stable.

Tableau 5.7
Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité des activités de transformation agro-alimentaire par les ménages ruraux de la zone des terres de barre

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Gari	24,6	47,7	27,7	65	31,4
Huile de palme	30,0	50,0	20,0	40	19,3
Akassa	28,1	28,1	43,8	32	15,5
Sodabi	17,2	69,0	13,8	29	14,0
Total	30,9	44,9	24,2	207	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.7 Impact de la dévaluation sur les activités de commerce des ménages ruraux

Dans la zone des terres de barre, la dévaluation a eu un impact significatif sur les activités de commerce et l'impact sur la rentabilité a été plutôt à la baisse.

Tableau 5.8
Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité des activités de commerce par les ménages ruraux de la zone des terres de barre

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Total	54,9	23,9	21,1	142	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.8 Impact de la dévaluation sur la solidarité communautaire des ménages ruraux

Dans la zone des terres de barre, la dévaluation a eu un certain impact sur la solidarité communautaire. Un pourcentage non négligeable de ménages ruraux a reçu ou envoyé des aides ou des personnes suite à la dévaluation. Les envois d'aide sont plus fréquents que les dons reçus (respectivement 25% et 18%). Cependant les ménages ruraux ont envoyé à l'extérieur plus de personnes qu'ils n'en ont accueilli (respectivement 10% et 6%).

Tableau 5.9
Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la solidarité communautaire des ménages ruraux de la zone des terres de barre

	% des ménages	
	Oui	Non
Aide en argent ou en nature		
Appel à des aides d'autres personnes	18,0	82,0
Dons faits à d'autres personnes	25,3	74,7
Ni aides reçues, ni dons faits	64,9	35,1
Accueil de personnes		
Personnes envoyées ailleurs	9,8	90,2
Personnes accueillies venant d'ailleurs	5,9	94,1
Aucun parent envoyé ou accueilli	86,3	13,7

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

VI. ORIENTATIONS POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE RURALE

6.1. Principes directeurs

1. Les orientations proposées touchent plusieurs domaines d'activité. Elles s'insèrent dans la perspective du PNUD en matière de Développement Humain Durable. Les orientations sont conçues dans une vision systémique et multidisciplinaire. Les dimensions autres que celles économiques identifiées lors de l'étude sur la perception de la pauvreté en milieu rural ont été aussi prises en compte dans la formulation des orientations. Ainsi, les aspects environnementaux, sociaux, politiques et culturels ont été intégrés. La pauvreté n'est pas seulement une affaire de la faiblesse du niveau des dépenses, mais aussi de manque d'accès à l'éducation, à la santé, à l'emploi, au marché, au crédit, à la technologie, à l'information, etc. Par conséquent, l'accès aux services sociaux de base a été analysé.

2. Les orientations proposées interviennent aux niveaux macro, meso et micro. L'amélioration des conditions de vie et la réduction de la pauvreté supposent des actions concertées et des initiatives individuelles et collectives à tous les niveaux: le gouvernement central, les formes de gouvernement local, les donateurs, les ONG, les entrepreneurs privés, les groupements associatifs ou communautaires (coopératives, tontines, groupements villageois, etc.), les ménages ruraux. Les changements ne peuvent se réaliser de manière coercitive, mais par la formation, la participation et le dialogue en tenant compte des valeurs endogènes et des contraintes culturelles et culturelles des milieux.

3. Les orientations proposées concernent différents horizons temporels: le court, le moyen et le long termes. Dans tous les cas, il faut procéder avec des expériences pilotes à petite échelle pour tester et valider une intervention avant de l'appliquer au niveau de l'ensemble de la zone.

4. Ces trois principes directeurs sont intégrés au sein d'un cube d'orientation stratégique présenté à la figure 6.1.

5. Enfin les orientations proposées visent soit l'ensemble des ménages ruraux, soit sont ciblées sur les pauvres ou les femmes.

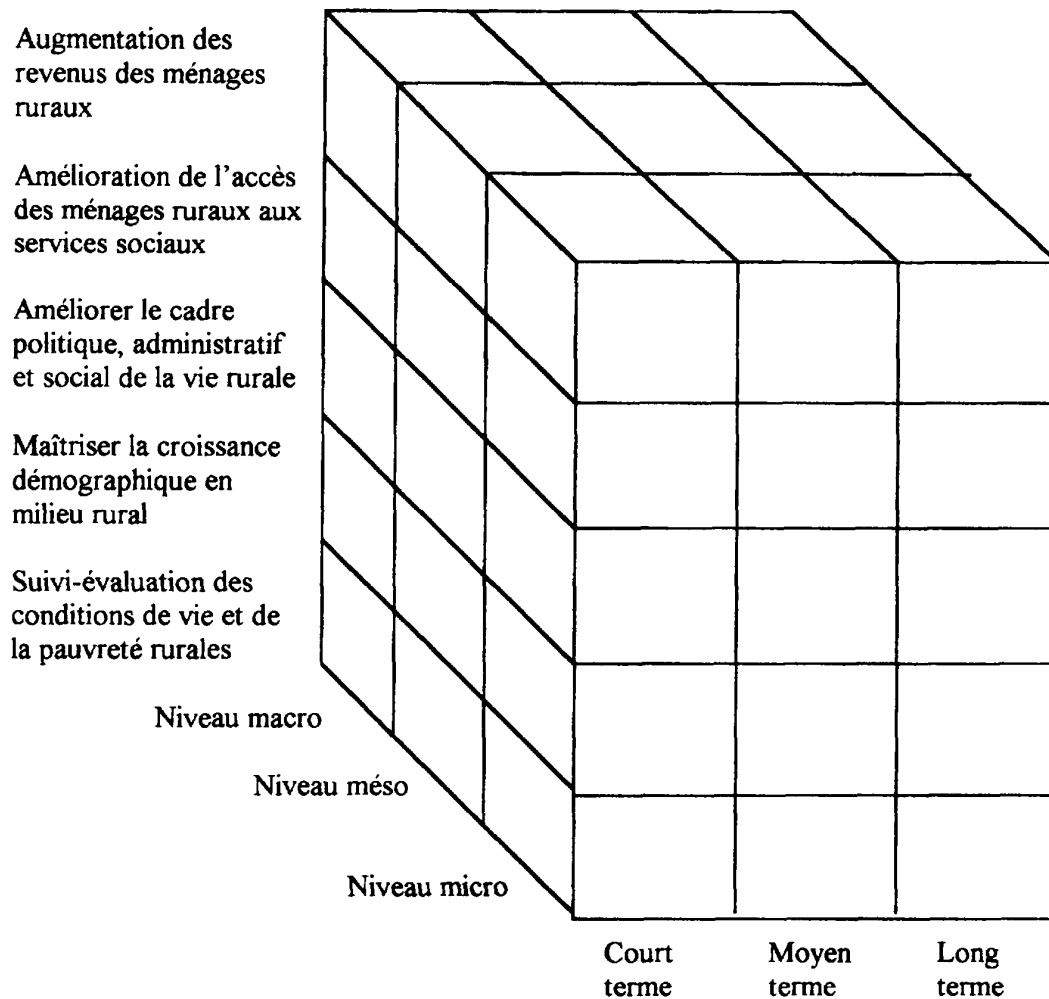
6.2 Premier domaine d'intervention: l'augmentation des revenus des ménages ruraux

Premier axe d'intervention: les prix des équipements et des produits agricoles

Objectifs

- Améliorer la rentabilité des activités agricoles et donc les revenus agricoles
- Augmenter l'utilisation d'intrants agricoles (semences améliorées, engrais organique et chimique, compost, produits phytosanitaires) qui permet d'augmenter la productivité et de lutter contre l'appauvrissement des sols
- Augmenter l'accès aux équipements agricoles et de transformation agro-alimentaire qui augmentent la productivité et les revenus et réduisent la pénibilité du travail manuel

Figure 6.1: Cube d'orientation stratégique pour l'amélioration des conditions de vie et de lutte contre la pauvreté rurale



Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Favoriser l'augmentation des prix de vente des produits agricoles au producteur

L'augmentation des prix de vente des produits agricoles au producteur apparaît comme la meilleure méthode pour améliorer la rentabilité des activités agricoles et l'utilisation accrue d'intrants. Pour le coton, il est relativement facile d'augmenter le prix au producteur et ainsi de lui faire plus bénéficier du doublement du prix dénommé en FCFA suite à la dévaluation.

Pour les autres cultures, outre les effets indirects dus à la dévaluation, l'Etat peut favoriser une hausse des prix au producteur par l'amélioration des performances des filières concernées, en particulier la recherche de débouchés accrus, l'augmentation de la concurrence aux différents niveaux des filières, la réduction des coûts de transaction formels et informels qui grèvent les coûts de

commercialisation, le développement des infrastructures de stockage villageois et la circulation de l'information sur les prix et les opportunités de vente et d'achat.

Dans la lutte contre l'appauvrissement des sols, il faudra intensifier les actions des CARDER en matière de vulgarisation des techniques appropriées et oeuvrer à l'élimination des goulots d'étranglement qui bloquent l'adoption.

Ouvrer pour la reprise des filières café, palmier à huile et dynamiser la filière manioc et ananas

Mesures ciblées sur les pauvres

Favoriser l'achat d'équipements agricoles par les plus pauvres

Ne pas faire de dons, mais prendre en charge une partie de la mise de fonds initiale qui représente entre 10 et 20% du prix d'achat, le reste (80%) étant financé à crédit. Dans tous les cas, le producteur doit mettre une partie de la mise de fonds initiale, si minime soit-elle et la rentabilité de l'investissement en équipement agricole doit permettre de rembourser le crédit octroyé. On pourra suivant ce principe mettre à la disposition de ces ménages la ligne de crédit équipement du PDRI (Projet de Développement rural intégré) des CARDER concernés.

Deuxième axe d'intervention: la réforme foncière

Objectifs

- Encourager les améliorations foncières pour contrer l'appauvrissement des sols
- Favoriser l'accès à la terre des pauvres
- Réduire les conflits entre éleveurs et agriculteurs à propos de la transhumance du bétail par les champs de culture

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Clarifier le droit foncier et sécuriser les droits fonciers

Le droit foncier doit respecter dans la mesure du possible les droits traditionnels, mais aussi favoriser des droits plus individualisés et plus permanents du responsable de la parcelle. Ainsi, les modes d'acquisition sécurisants encourageront les exploitants à apporter des améliorations foncières.

En parallèle à cette stratégie qui a des limites du fait que la terre n'existe réellement pas au niveau de la zone, il faudra amener les ménages à la diversification des activités en pratiquant à la fois l'agriculture, l'élevage et la transformation agro-alimentaire.

Troisième axe d'intervention: le crédit rural

Objectif

Améliorer l'accès au crédit pour l'achat d'intrants agricoles et l'équipement agricole et de transformation agro-alimentaire, en particulier des pauvres:

- Le crédit intrants (type crédit de campagne) devrait stimuler l'utilisation des intrants agricoles (engrais, produits phyto-sanitaires, semences sélectionnées) qui augmentera la productivité du sol (les rendements), la production et les revenus et contribuera à lutter contre l'appauvrissement des sols.

- Le crédit équipement agricole améliorera la productivité du sol et du travail et donc les revenus et réduira la pénibilité du travail agricole manuel.
- Le crédit équipement de transformation agro-alimentaire augmentera la productivité du travail féminin, réduira la pénibilité du travail des femmes, leur fera économiser du temps et peut indirectement contribuer à faciliter l'envoi des enfants, surtout des filles à l'école.

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Renforcer le rôle des CLCAM

- Encourager la mise en place de CLCAM dans la plupart des communes de la zone afin de rapprocher la CLCAM des ménages ruraux
- Adapter la conditionnalité de l'accès au crédit par les CLCAM: réduction du montant de cotisation pour être membre de la CLCAM, réduction du montant minimal de l'argent en compte, suppression du délai entre l'ouverture du compte et la possibilité de contracter un prêt
- Assouplir les types de prêt en termes de montant, d'échéance et de secteur d'activité des CLCAM
- S'assurer toujours de la viabilité de l'institution financière qui n'est pas une institution charitable
- Encourager le regroupement de producteurs hommes et femmes pour réunir la mise de fonds minimale et les garanties nécessaires pour l'obtention d'un prêt
- Dans la mesure du possible, utiliser de l'argent chaud pour renforcer le sens des responsabilités et la probabilité de remboursement des prêts
- Mener des campagnes de sensibilisation, d'information et de formation particulièrement auprès des femmes et des pauvres sur les services offerts par la CLCAM et les modalités d'accès au crédit

Développer le potentiel d'autres formes alternatives de crédit

Coopératives d'épargne et de crédit, tontines, banquiers itinérants, etc.

Mobiliser l'épargne locale

En particulier en libérant les taux d'intérêt des mutuelles et aider à une meilleure organisation des groupes de mutuelles ou les AREC (Association Régionale d'Epargne et de Crédit).

Mesures ciblées sur les pauvres

Réduire le taux d'intérêt de certains prêts aux plus pauvres

Les expériences menées dans d'autres pays ont montré la nocivité de subventions générales sur le taux d'intérêt qui rend le capital artificiellement peu cher, mène à son gaspillage, démobilise l'épargne et n'est pas soutenable à long terme par l'Etat une fois que le financement du bailleur de fonds s'est arrêté. Cependant des réductions légères peuvent être accordées pour des prêts contribuant directement et fortement à l'augmentation des revenus des plus pauvres.

Combinaison du crédit avec des réductions du prix des intrants pour les pauvres dans des conditions très particulières

Des subventions sur les prix des intrants ne sont pas souhaitables pour ne pas fausser le système de prix et créer une mauvaise allocation de ressources. L'utilisation d'intrants produits par le paysan (engrais organique, compost) doit aussi être privilégiée. De plus elles ne sont pas vraiment possibles dans un contexte d'ajustement structurel. Cependant elles peuvent être envisagées dans des

conditions particulières : des producteurs pauvres, localisés dans des zones à haut risque environnemental; des intrants qui contribuent directement à préserver les sols; une subvention limitée en importance et la plus ciblée possible pour limiter les coûts et éviter les effets de déperdition.

Quatrième axe d'intervention: les infrastructures de transport rurales

Objectifs

- Désenclaver certaines localités pour donner au producteur un meilleur accès au marché, d'une part pour avoir un meilleur accès aux intrants et d'autre part pour pouvoir mieux écouler les produits agricoles
- Réduire les coûts de transport et augmenter les revenus du producteur
- Augmenter les opportunités économiques des ménages ruraux
- Améliorer l'accès à certains services

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Construction, réfection et entretien de pistes et de guets entre certaines localités et les voies principales.

Il s'agit d'élargir et d'améliorer le réseau de voies secondaires et tertiaires pour les rattacher aux voies primaires (les grandes routes). Selon le degré de pauvreté de la zone, les ménages ruraux auront à assumer une plus ou moins grande partie de ces coûts. Dans ce cadre l'activité de certaines ONG comme le CBDIBA qui a ouvert et réfectionné 22 km de pistes et construit 13 ouvrages de franchissement mérite d'être encouragée. Il en est de même des actions du CARDER Atlantique avec la GTZ qui consistent à ouvrir, réfectionner et entretenir des pistes rurales.

Cinquième axe d'intervention : l'aide alimentaire aux très pauvres

Objectifs

- S'assurer d'une couverture minimale des besoins essentiels en cas d'urgence
- Lutter contre la malnutrition dans des groupes à risque: femmes enceintes et allaitantes, enfants en bas âge

Mesures ciblées sur les pauvres

Distribution de vivres PAM contre travail (food for work) dans des zones particulièrement déshéritées mais en ayant soins de proposer un panier de biens qui équivaut au moins aux frais de manœuvre journalier au niveau de la zone.

Distribution de vivres PAM dans des écoles et des centres de santé primaires en échange de l'amélioration des pratiques nutritionnelles par les mères notamment la conduite du sevrage.

Distribution de vivres PAM pendant les périodes où les ménages sont très dépendant du marché (Mars-Mai).

Figure 6.2: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'augmentation des revenus des ménages ruraux

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro		Réforme du droit foncier	
Niveau méso	Hausse des prix des produits agricoles au producteur Renforcer le rôle des CLCAM dans le crédit	Construction et entretien de voies rurales Développer formes alternatives de crédit Mobiliser l'épargne locale	Construction et entretien de voies rurales
Niveau micro	Réduction du prix des intrants aux pauvres sous condition. Favoriser l'achat d'équipement agricole par les plus pauvres sous condition. Ententes entre éleveurs et agriculteurs sur droits de transhumance du bétail Aide alimentaire contre travail aux plus pauvres Réduire le taux d'intérêt de certains prêts	Remembrement des terres Aide alimentaire pour groupes à risque sous condition. Location bail de certaines terres aux pauvres Encourager les améliorations foncières par les pauvres sous condition Location bail de certaines terres aux pauvres.	

6.3 Deuxième domaine d'intervention : l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux

Premier axe d'intervention : la santé

Objectifs

- Améliorer l'accès aux soins de santé, en particulier des plus pauvres
- Améliorer la qualité des soins fournis
- Améliorer l'état sanitaire de la population rurale
- Lutter de façon efficace contre la malnutrition chronique
- Privilégier la médecine préventive par rapport à la médecine curative

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Financer et organiser une campagne nationale d'IEC

Campagne d'Information, d'Education et de Communication sur la prévention des principales maladies (ex: mesures d'hygiène, allaitement au sein exclusif des bébés jusqu'à six mois), sur le traitement de maladies courantes (ex: TRO), intérêt de la vaccination et son suivi, méfaits de l'automédication.

Equiper correctement les centres de soins primaires en milieu rural

Réorienter une partie du budget de la santé des centres urbains vers les localités déshéritées, en particulier pour fournir les équipements et le matériel nécessaires aux Unités villageoises de santé, aux Complexes communaux de santé et aux maternités dans le contexte de la mise en place de zones sanitaires.

Favoriser l'émergence de nouveaux centres de soins primaires

A partir d'initiatives privées et communautaires. Par exemple les cliniques coopératives.

Améliorer la formation des agents de santé primaires à l'image de l'expérience de la CREDESA à Pahou qui se développe selon l'initiative de Bamako en matière de soins de santé primaires.

En particulier les matrones et les secouristes des UVS et les infirmières des CCS.

Mettre en place au niveau de la zone un système d'information à base communautaire

A partir de l'expérience pilote menée par le Ministère de la santé et l'UNICEF dans 20 villages du Zou, dix villages du Borgou et dix villages de l'Atacora, mettre en place un SIBC pour permettre entre autres un suivi de la croissance des enfants et un suivi de la prévalence de certaines maladies. La participation active de la population permet de réduire considérablement les coûts et d'augmenter le niveau de conscience de la population par rapport aux questions sanitaires et nutritionnelles.

Mesures ciblées sur les pauvres

Encourager l'achat de moustiquaires par les pauvres

L'utilisation de moustiquaires permettrait de réduire considérablement et à faible coût le paludisme, maladie endémique en milieu rural qui entraîne des souffrances, affaiblit la personne et la rend plus susceptible d'attraper d'autres maladies parfois mortelles et enfin réduit la productivité du travail. Une campagne nationale de sensibilisation des populations à l'achat, à l'utilisation et aux bienfaits des moustiquaires soutenue par le slogan "Un béninois en santé couche sous une moustiquaire" serait nécessaire. On pourra encourager la fabrication nationale des moustiquaires (créant ainsi de l'emploi) et la vente à prix très réduit des moustiquaires.

Deuxième axe d'intervention : l'éducation

Objectifs

- Améliorer l'accès à l'éducation, en particulier des pauvres et des filles
- Améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation
- Améliorer le niveau d'éducation de la population rurale
- Privilégier l'éducation primaire et professionnelle par rapport à l'éducation générale de niveaux secondaire et supérieur en milieu rural

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Revoir le contenu des programmes

Privilégier l'apprentissage de connaissances fondamentales (français, calcul) et appliquées (techniques agricoles, techniques de transformation agro-alimentaire, hygiène, nutrition, santé, etc.). La langue d'enseignement devrait rester le français, seule langue de communication entre les nombreuses ethnies du pays et langue de l'administration et des bailleurs de fonds. Cependant la transition de la langue nationale au français devrait être progressive en première année.

Renforcer le programme national d'alphabétisation fonctionnelle

Ce programme devrait permettre d'alphabétiser le maximum d'adultes et de leur donner un minimum de connaissances appliquées utiles pour leur milieu de vie.

Mesures ciblées sur les pauvres

Réduire les coûts de la scolarisation des enfants des ménages pauvres

L'Etat devra étendre son programme d'éducation primaire gratuite aux garçons des ménages ruraux en général et en particulier ceux des ménages pauvres. L'Etat devra fournir du matériel scolaire et oeuvrer pour la suppression de l'uniforme kaki en milieu rural.

Figure 6.3: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro	Campagne nationale d'IEC en pratiques sanitaires	Mise en place au niveau national d'un système d'information sanitaire à base communautaire	Revoir le contenu des programmes à l'école Programme national d'alphabétisation fonctionnelle
Niveau méso	Réduire les coûts de scolarisation des pauvres sous condition	Equiper des centres de santé primaire Formation des agents de santé primaire Favoriser l'émergence de nouveaux centres de santé primaires.	
Niveau micro	Expérience pilote de fabrication et de vente de moustiquaires à prix subventionnés réduits aux pauvres	Si expérience pilote concluante, programme national de subvention de moustiquaires pour les pauvres.	

6.4 Troisième domaine d'intervention : Améliorer le cadre politique, administratif et social de la vie rurale

Premier axe d'intervention: Décentraliser la prise de décision publique

Objectif

- Rapprocher l'administration des ménages ruraux à la base
- Répondre mieux et plus vite aux besoins spécifiques de chaque communauté rurale

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Réforme administrative

Augmenter les pouvoirs de prise de décision et de dépenses des collectivités locales

Réforme de la fiscalité

Transfert correspondant de ressources financières du niveau central vers les niveaux locaux

Actions de formation et d'information

Formation des agents de la fonction publique à leurs nouveaux pouvoirs et responsabilités et information des populations rurales quant au nouveau fonctionnement des pouvoirs publics

Deuxième axe d'intervention : Favoriser l'implication communautaire et individuelle des acteurs de la société civile dans la vie politique et sociale

Objectifs

- Mieux refléter les points de vue des acteurs de la société civile dans les prises de décision
- Bénéficier de leurs initiatives individuelles et collectives, base du développement.

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Augmenter la participation et le pouvoir décisionnel des acteurs de la société civile aux instances locales

Election de représentants

Encourager les initiatives locales

Qu'elles soient individuelles (secteur privé) ou collectives (associations de producteurs, de femmes, coopératives) par des petits financements

Créer un mécanisme participatif de planification et de gestion régionales

Il s'agit d'organiser des causeries régionales comme mécanisme de concertation entre l'Etat (les agents de l'administration publique), et les principaux acteurs de la société civile concernés par un secteur (santé, éducation, crédit, etc.) ou une filière stratégique (café, manioc) dans le but d'échanger de l'information, des points de vue et des propositions d'amélioration des performances du secteur ou de la filière étudiés.

Troisième axe d'intervention: améliorer les services publics en milieu rural

Objectifs

- Améliorer la disponibilité des services publics
- Augmenter la qualité de ces services
- Réduire le coût de ces services

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

A titre d'exemple, prenons les services vétérinaires.

Construction de centres de vente de produits vétérinaires dans les zones d'élevage qui en manquent

Financement et organisation de campagnes de vaccination

Revalorisation des salaires et intéressement financier du personnel des services vétérinaires

Pourcentage de leur salaire selon la performance collective du service vétérinaire et la performance individuelle (critères techniques et degré de satisfaction de la clientèle. Cette réforme suppose au préalable une bonne campagne d'explication de l'approche client et de formation auprès du personnel et des bénéficiaires.

Figure 6.4: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration du cadre politique, administratif et social de la vie rurale

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro		Réforme administrative Réforme fiscale Revalorisation des salaires et intéressement financier des agents de l'Etat Formation des agents de l'Etat et information de la population	
Niveau méso		Créer un mécanisme participatif de planification et de gestion régionales.	
Niveau micro		Augmenter la participation et le pouvoir décisionnel des acteurs de la société civile dans les instances locales Encourager les initiatives locales	Amélioration de la disponibilité, de la qualité des services publics et réduction de leur coût

6.5. Quatrième domaine d'intervention : la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural

Axe d'intervention : Mettre en place un système d'information sur la parenté responsable

Objectifs

- Permettre aux parents de prendre d'un commun accord une décision volontaire et éclairée sur le nombre d'enfants qu'ils souhaitent
- Maintenir un équilibre entre la population et la base de ressources naturelles dans une perspective de développement durable et de pérennisation des bienfaits des autres actions entreprises pour améliorer les conditions de vie rurale.

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Campagne IEC

Mettre en place une campagne IEC sur la parenté responsable, sur les techniques d'espacement et de contrôle des naissances.

Disponibilité de services publics

Rendre disponible aux personnes qui le souhaitent les techniques d'espacement et de contrôle des naissances.

Mise en place d'une politique familiale

Finalisation d'un code de la famille qui respecte les traditions culturelles dans la mesure où elles vont dans le sens de la reconnaissance des droits universels des femmes tels que reconnus à la conférence de Beijing de 1995.

Figure 6.5: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro	Campagne nationale d'IEC sur la parenté responsable	Mise en place d'une politique familiale	
Niveau méso			
Niveau micro		Disponibilité de services publics pour mettre en application la parenté responsable	